

NOUVELLES

CSN

Numéro 319

1er février
1991



Le sang des pauvres

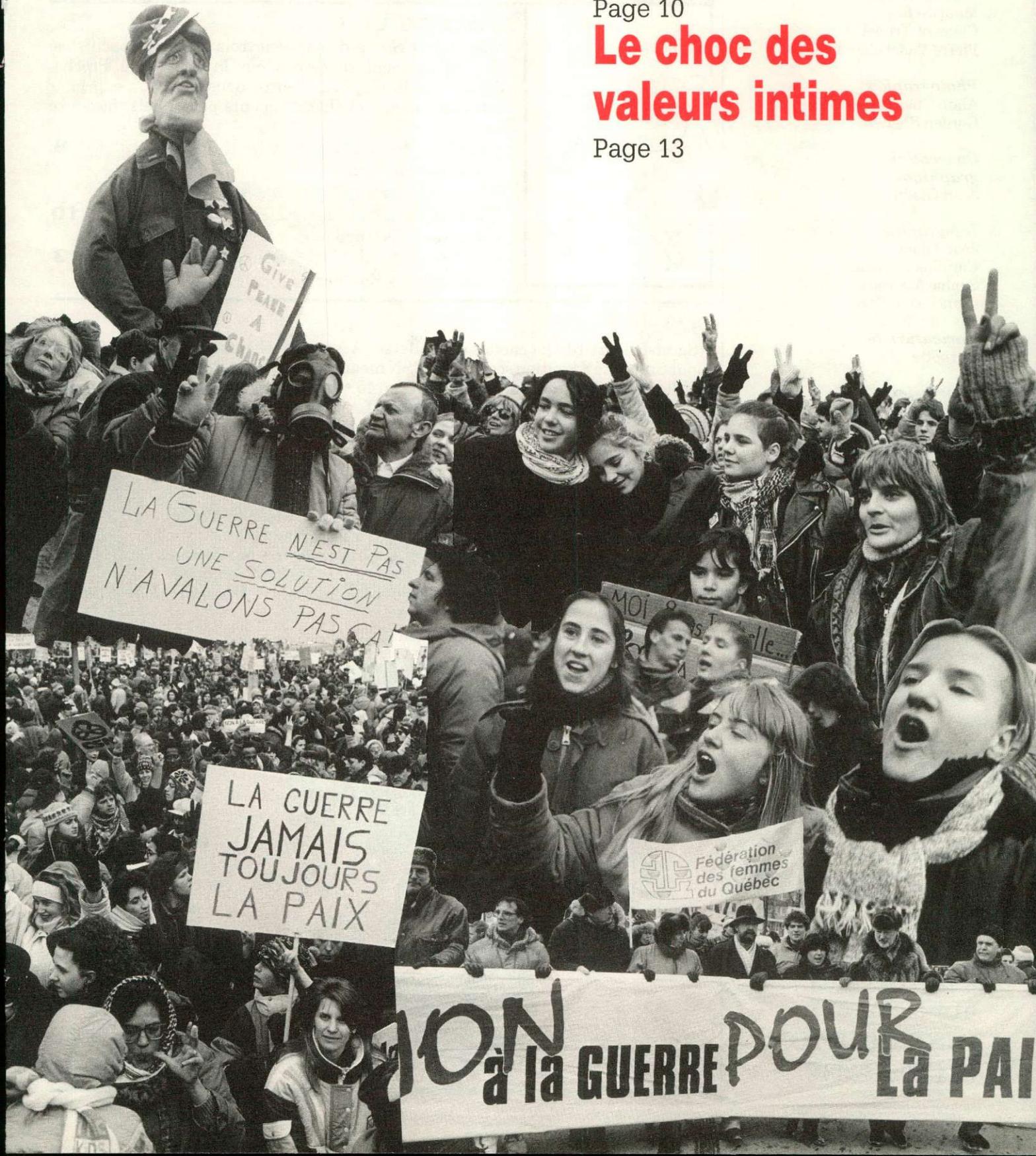
Page 8

Un temps pour la guerre et un temps pour la paix

Page 10

Le choc des valeurs intimes

Page 13



Coordination

Jean-Pierre Paré
(514-598-2159)

Rédaction

Michel Crête
Guy Ferland
Louis-Serge Houle
Thérèse Jean
Luc Latraverse
Lucie Laurin
Jean-Pierre Paré
Michel Rioux
Jacqueline Rodrigue

Collaborations

Jacques Guay
Maurice Roy
Clément Trudel
Pierre Vadeboncoeur

Photographes

Alain Chagnon
Gordon Shehyn

Conception graphique

Jean Gladu

Infographie

Jean Gladu
Caroline Leblanc
Sophie Marcoux
Jean-Pierre Paré

Caricaturiste

Garnotte

Impression

Les travailleurs et travailleuses syndiqués CSN de L'Imprimerie L'Éclaireur de Beauceville

Distribution

L'équipe de distribution CSN

NOUVELLES CSN est l'organe officiel de la Confédération des syndicats nationaux. Publié à tous les quinze jours, il est tiré à 32,000 exemplaires et distribué gratuitement dans les syndicats de la CSN à travers le Québec, à raison d'un exemplaire par dix membres, en principe. Les syndicats locaux ont l'autorisation (et notre encouragement) d'en reproduire le contenu. Pour recevoir des copies supplémentaires: CSN adressage, 1601 de Lorimier, Montréal H2K 4M5.

**Numéro
de téléphone
central:
598-2121**

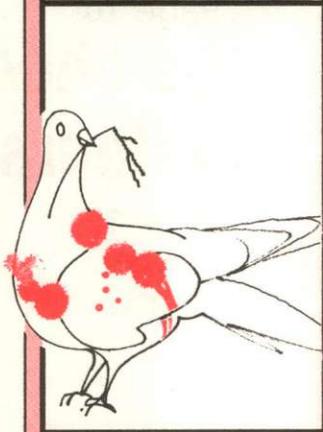
RÉDACTION

514-598-2159

DISTRIBUTION

514-598-2233

NOUVELLES CSN 319 page 2



L'Actualité: dérapage contrôlé 3

L'article qui a fait tant de bruit sur le «classement» des cégeps est tellement truffé d'erreurs de toutes sortes que personne ne lui accorde la note de passage.

La gestion de bureau: quand tout change, sauf... 6

...la classification et le salaire qui devraient être afférents aux responsabilités supplémentaires qui sont assignées aux personnes concernées. Un effet pervers de l'implantation massive de la bureautique.

GUERRE ET PAIX

Nouvelles CSN a demandé à trois militants pacifistes, plus directement concernés par la guerre du Proche-Orient que la majorité d'entre nous, de nous exprimer leurs sentiments et cheminements personnels face à ce conflit.

• Le sang des pauvres 8

par Qussai Samak

• Un temps pour la guerre et un temps pour la paix 10

par Allen Gottheil

• Le choc des valeurs intimes 13

par Murray Kastner

NOUVELLES

• Saint-Hubert BBQ: échelles de poulets • Assurance-chômage: gain de la CSN en Cour Suprême • Soutien scolaire: la CSN mène encore le bal • Fermeture chez Stuart • Ville-Marie Pontiac-Buick: poursuite en 45 • Crouse Hinds: après Toronto, Québec • Abitibi: CLSC amputé • Trois-Rivières: ILA virée • Saguenay-Lac Saint-Jean: 225 nouveaux officiers • Sainte-Thérèse: les «casseurs» de la Reynolds • Victoriaville: une entente qui se défend bien.

CHRONIQUES

D'un autre oeil: Éloge d'une certaine Afrique, par Clément Trudel.

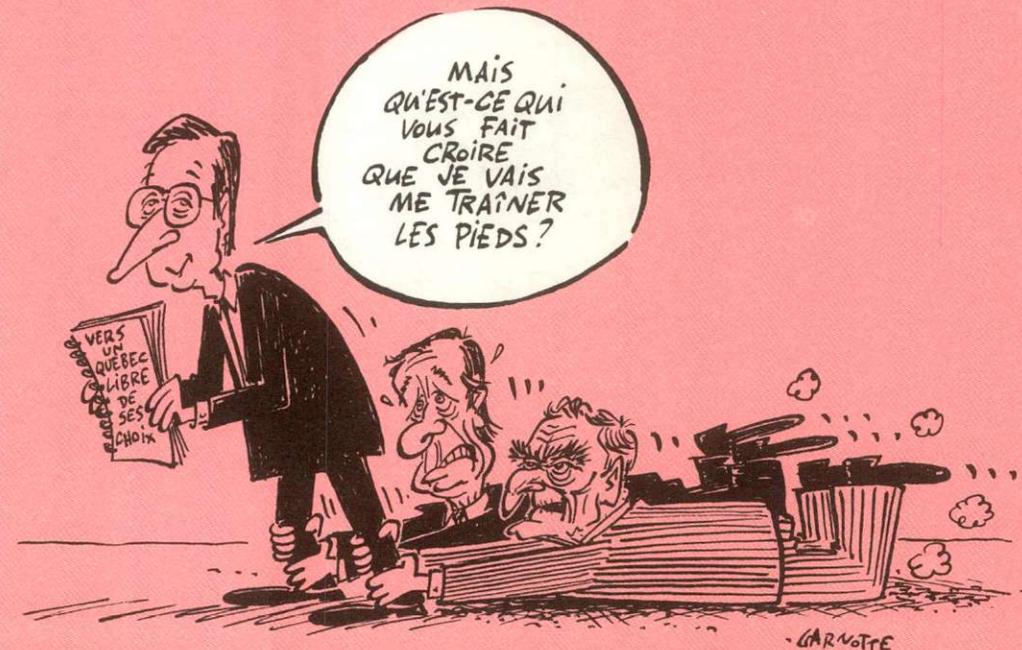
Regards: Pour une politique du futur, par Pierre Vadeboncoeur.

Parlons médias, ça presse: La guerre, quelle guerre?, par Jacques Guay.

Cinéma: De l'art de l'adaptation du roman, par Michel Tremblay.

Musique: The Jeff Healy band, par Louis-Serge Houle et Mississippi John Hurt, par Michel Crête.

Billet: Les Croisades, par Michel Rioux.



L'Actualité: dérapage contrôlé

Par Lucie Laurin

Cest l'auteur de l'article controversé sur Pierre Péladeau — dans lequel on lui prêtait des sympathies nazies —, Jean Blouin, qui a été chargé de coordonner la recherche en vue d'établir un «palmarès des collèges». Or, malgré sa mésaventure, ce dernier, à ce qu'il paraît, ne s'embarrasse guère plus d'éthique une fois recyclé en coordonnateur. Des données sont manquantes pour le tiers des collèges? Qu'à cela ne tienne! On les remplacera par zéro, peu importe les effets sur la moyenne. Certains collèges, avec la méthodologie utilisée, obtiennent un taux de diplomation de 0%? Qu'importe la logique! N'obtient-on pas tout de même une classification de 51 collèges de langue française du Québec, tel que demandé? Et, du même coup, un éloquent plaidoyer en faveur des écoles privées?

Avec des postulats contestables et une méthodologie douteuse, *L'actualité* a donc établi et publié son «palmarès des collèges», où se retrouvent aux premiers rangs les ins-

Décidément, Jean Paré, éditeur de *L'actualité*, montre un penchant de plus en plus marqué pour l'information «spectacle». La gaffe d'avril 1990 concernant Pierre Péladeau — à propos de laquelle l'éditeur a dû s'excuser de son manque de rigueur — n'est pas encore tombée dans l'oubli qu'il récidive avec la publication d'un autre article où le vite fait l'emporte sur le bien fait.

tutions qui se distinguent, à ses yeux, par leur qualité — celle-ci étant définie comme la meilleure aptitude à préparer à l'université — et à la queue, les médiocres, au nombre de neuf. On y apprend avec surprise que des collèges qui dispensent de l'enseignement professionnel méritent, de ce fait, de mauvaises notes au chapitre de la qualité des professeurs, tout comme se disqualifient, pour leur manque de motiva-

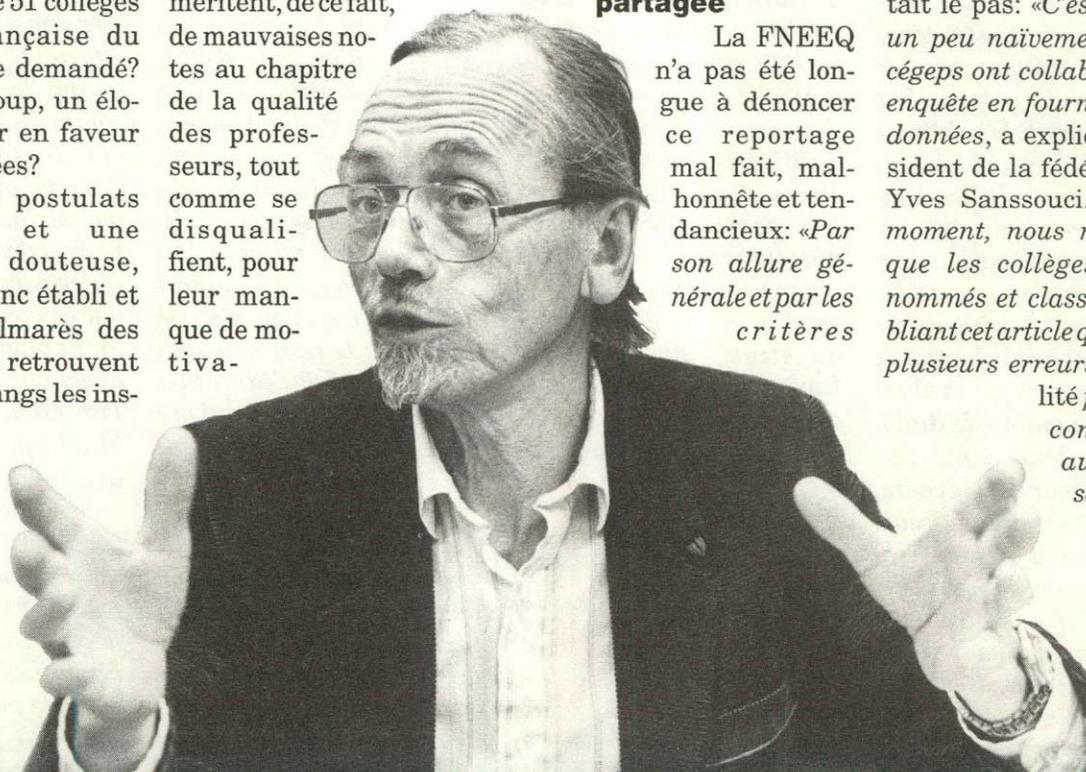
tion, les élèves qui étudient à temps partiel, le plus souvent parce qu'ils détiennent un emploi! Sera-t-on étonné si les cinq collèges médaillés par *L'actualité* sont cinq collèges privés n'offrant que peu ou pas de formation professionnelle?

Une indignation partagée

La FNEEQ n'a pas été longue à dénoncer ce reportage mal fait, malhonnête et tendancieux: «Par son allure générale et par les critères

ayant servi à classer les institutions, l'enquête de *L'actualité* ressemble à une vaste entreprise de marketing, a déclaré le président Denis Choinière. En cherchant à tout prix un collègue à médailler, elle entretient une vision compétitive de l'éducation qui a bien peu à voir avec une société progressiste et moderne à la recherche d'une vie de qualité pour tous ses membres. Les auteurs sont manifestement des nostalgiques des bons vieux collèges classiques élitistes, où régnaient la discipline et l'autoritarisme. Les valeurs véhiculées tout au long de cet article nous font conclure qu'il s'agit d'une enquête non pas scientifique, mais éminemment idéologique.»

Peu après, la Fédération des cégeps lui emboîtait le pas: «C'est peut-être un peu naïvement que les cégeps ont collaboré à cette enquête en fournissant des données, a expliqué le président de la fédération, M. Yves Sanssouci. À aucun moment, nous n'avons su que les collèges seraient nommés et classés. En publiant cet article qui contient plusieurs erreurs, *L'actualité* fait un tort considérable aux cégeps, sans comp-



ter l'effet de démotivation sur le personnel et les étudiants! En outre, on ne peut classer que ce qui se compare réellement: quel est le meilleur collègue? Celui qui garde les plus forts et les mène facilement, en quatre sessions, au DEC, ou celui qui prend les moins forts et qui leur permet, parfois plus lentement c'est vrai, de décrocher eux aussi leur DEC? La revue avait peut-être une bonne intention, mais le devoir a été mal fait, et la population ne sait toujours pas ce qu'est un bon collègue.»

D'autres collègues ont fait connaître publiquement leur indignation, notamment le cégep de Lévis-Lauzon, le collège de Sherbrooke, le séminaire de Sherbrooke et le cégep André-Laurendeau.

Méthodologiquement insoutenable!

Nouvelles CSN a voulu connaître la réaction de Raymond Laliberté, professeur de sciences sociales à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval et ex-président de la CEQ: «C'est une enquête où la subjectivité se pose comme scientifique; méthodologiquement, c'est insoutenable. On y trouve plein de jugements de valeur. Par exemple, les bibliothèques sont cotées d'après le nombre de livres qu'elles contiennent, et L'actualité explique que "s'il y a beaucoup de volumes, le goût de les consulter et de s'en servir suivra"; ou encore, la qualité des professeurs est évaluée d'après le nombre de diplômes qu'ils détiennent, et on peut lire: "pour un bon cours, il suffit d'un bon professeur, c'est-à-dire d'un encyclopédiste à l'usage d'un psychologue et d'un enthousiaste". Les critères, qui ne sont pas justifiés, sont présentés comme vérité absolue. Je ne tolérerais pas ce travail bâ-

clé de la part de l'un de mes étudiants de maîtrise!

«Ce qui est dramatique, poursuit-il, c'est que l'article de L'actualité survalorise les collèges privés et détruit l'image publique du réseau des cégeps. À court terme, ça peut avoir un impact sur les choix individuels des finissants du secondaire. Mais à long terme, la répétition de ce genre de gestes — qui s'inscrit tout-à-fait dans la lignée du rapport Gobeil — peut contribuer à justifier la reprivatisation des institutions d'enseignement. On risque alors de se retrouver avec un système d'éducation semblable à celui de la Californie, qui a laissé se développer un réseau privé considérable. Le résultat, c'est que les immigrants et les pauvres fréquentent le réseau public, et les autres, le réseau privé.

«Les grands objectifs de notre système public d'éducation: accessibilité et démocratisation, tels que définis par le rapport Parent, sont toujours valables. Or, certains phénomènes démontrent que la démocratisation n'est pas encore réalisée: le pourcentage élevé de filles qui choisissent les métiers féminins, l'origine sociale défavorisée de la majorité des décrocheurs, l'ouverture d'institutions publiques réservées aux élèves doués, le dégel des frais de scolarité, etc. Il faut absolument que les trois centrales reprennent ensemble la parole sur cette question, de conclure Raymond Laliberté. Sinon, qui le fera? On ne peut pas compter sur le gouvernement...»

Raymonde Savard,
enseignante au
cégep Ahuntsic:

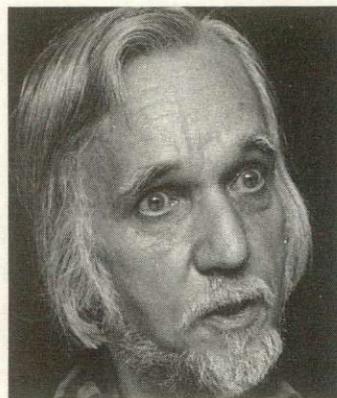
L'exemple à ne pas suivre

«J'utilise l'article de L'actualité dans mon cours "Méthodes et techniques de recherche" pour illustrer l'exemple à ne pas suivre. Pourquoi? D'abord, si l'on veut faire un travail scientifique, il y a une éthique à respecter, dont la première règle est de dire clairement l'objectif de la recherche à la personne à qui l'on demande des renseignements. Autrement, c'est de la malhonnêteté intellectuelle: on cache ses vrais objectifs pour extorquer de l'information.

«Ensuite, si on poursuit une recherche, on doit être conscient de sa propre idéologie (dans ce cas-ci, un net parti pris en faveur des collèges privés). Il existe des normes pour neutraliser les effets de cette idéologie. Bien sûr, on n'est pas obligé d'être scientifique; mais alors, il faut le dire clairement. Dans le cas de L'actualité, on s'est donné une couverture scientifique, mais sans l'assortir d'un code d'éthique. La définition du "bon collègue" que donne L'actualité est idéologique, mais les auteurs ne le disent pas. En passant, j'aimerais souligner que les collègues qui arrivent en tête du palmarès sont ceux à qui on n'a pas demandé de relever le défi de la réforme de l'éducation des années 1960, ou qui ont refusé de le relever, et qui ont continué en vase clos.

«Enfin, il y a l'importante question de l'éthique journalistique. Quand on publie une revue à grand tirage, on soigne la qualité de l'information que l'on transmet. Or, c'est la deuxième fois en un an que

L'actualité se fait accuser de malhonnêteté intellectuelle. Les gens avertis vont remettre en question les conclusions de L'actualité. Mais ce genre d'article peut être très nuisible au grand public plus vulnérable, s'il n'y a pas de rétractation. Sans compter l'effet démoralisant sur les étudiants et les étudiantes des collèges mal classés!»



Charles Thurber,
enseignant au
collège (privé)
Stanilas:

Une enquête peu rigoureuse

«L'actualité ne parle pas de mon collège. Mais je n'en pense pas moins de son enquête. Tout d'abord, quand les collègues ont été contactés, les choses leur ont été présentées de façon faussée: on ne leur parlait pas de classification, on leur parlait d'une enquête sur les collègues, on leur disait même que ça pourrait leur faire de la publicité! De plus, les questions étaient biaisées. Par exemple, pour les bibliothèques, on demandait aux collègues combien de livres ils avaient en sciences humaines, sans tenir compte du fait que certains d'entre eux sont spécialisés, et pas nécessairement en sciences humaines! Bref, c'est une enquête peu rigoureuse.

«L'effet, c'est certain,

sera de discréditer le système public. Quant à moi, je continue de croire que parmi les collèges, privés et publics, il y en a des bons et des moins bons.»

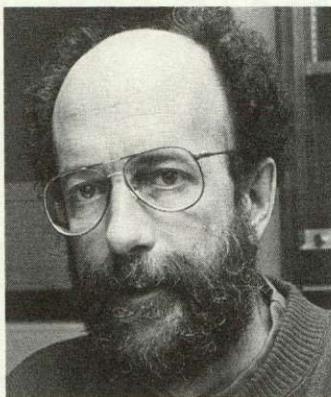


Claire-Andrée Leclerc,
enseignante au
cégep St-Jean-
sur-Richelieu:

Je proteste!

«Je suis à la fois enseignante de cégep, syndicaliste, étudiante au doctorat et mère de deux enfants ayant fréquenté le cégep avant d'entrer à l'université. J'ai d'abord vu que mon cégep se classe très bien dans la liste présentée et j'aurais tout lieu d'être satisfaite. Pourtant, je proteste.

«Je proteste, car les critères d'excellence utilisés frôlent parfois le ridicule. En quoi serais-je fière d'apprendre que la qualité du corps professoral est déterminée par le nombre de maîtrises et de doctorats? De plus, il m'est difficile de me féliciter d'appartenir à un cégep où peu d'élèves sont sur le marché du travail. La qualité d'une institution est-elle dépendante des moyens financiers des parents qui peuvent "gaver" leurs petits afin qu'ils soient plus "productifs" dans leurs études? La qualité d'une institution est-elle directement reliée au taux de chômage de la région, ce qui "empêche" les élèves de travailler, même à temps partiel? »



Gilbert Leblanc,
enseignant
au cégep de
Lévis-Lauzon:

Une enquête qui renforce les préjugés

«C'est une enquête qui ne présente pas la réalité des collèges, mais comme elle privilégie arbitrairement certains indicateurs, elle renforce certains préjugés qu'entretient une partie de l'opinion à l'encontre des cégeps.

«On méprise les enseignantes et les enseignants en évaluant la qualité du corps professoral en fonction de l'existence ou non d'une politique de sélection, d'évaluation et de disponibilité. On omet de mentionner que plusieurs assemblées départementales se sont fixé des normes dans ces domaines et on néglige la formation pédagogique de la plupart d'entre nous. On laisse aussi de côté les heures non rémunérées consacrées au perfectionnement.

«Les enquêteurs de L'actualité ne méritent même pas la note de passage!»

Quelques exemples des grossièretés et erreurs de l'enquête de L'actualité:

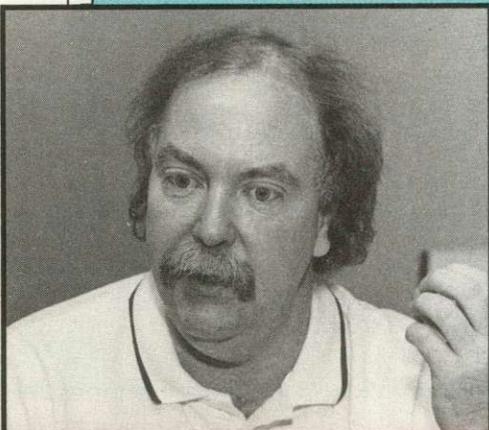
- l'enquête mesure la motivation des élèves d'après le pourcentage d'entre eux qui étudient à temps partiel, qui détiennent un emploi ou qui terminent leur DEC en 4 sessions; or, une analyse récente démontre que les étudiants qui travaillent entre 10 et 15 heures par semaine réussissent aussi bien, sinon mieux, que ceux qui n'ont pas d'emploi;
- alors que certains collèges affichent un taux de diplomation de 100%, trois collèges se méritent un taux de diplomation de... 0%, ce qui est aberrant;
- la qualité des enseignant-es d'un collège est mesurée d'après le pourcentage de "maîtres" et de "docteurs", et L'actualité additionne sans distinction dans ses calculs les enseignant-es du général et ceux du professionnel, alors que ces derniers sont davantage des praticiens que des chercheurs universitaires;
- lorsque le collège n'a pas fourni de données sur un critère précis, L'actualité lui attribue la note zéro;
- l'enquête arrive à la conclusion que 30% seulement des élèves du niveau collégial obtiennent leur DEC, alors que le pourcentage réel est de 65%;
- un collège qui met à la disposition des élèves 200 ordinateurs s'est vu attribuer la note zéro par L'actualité à l'item "ordinateurs";
- la qualité des bibliothèques est mesurée uniquement d'après le nombre de volumes qu'elles contiennent; le nombre de prêts, le taux de fréquentation et les heures d'ouverture ne sont nullement considérés;
- au chapitre de l'équipement, les laboratoires ne sont pas pris en compte.

La gestion de bureau Quand tout change, sauf...

Par Luc Latraverse

L'introduction généralisée de l'informatique dans les bureaux et les entreprises a considérablement transformé l'organisation du travail au cours des dernières années.

Dans les usines, les robots ont remplacé plusieurs personnes. L'opération des machines se fait désormais sur un écran cathodique ou une vaste table de contrôle sophistiquée, par des personnes ayant une formation technique très poussée.



Pour Luc Proulx, président du secteur soutien cégep, c'est le Conseil du trésor qui bloque la création d'une nouvelle classification de technicien en gestion de bureau.

phistique, par des personnes ayant une formation technique très poussée.

Dans les bureaux, l'ordinateur est aussi devenu omniprésent. Mais la classification des personnes qui utilisent l'informatique, et surtout celle des personnes qui ont la charge de voir au bon fonctionnement de tout cela, n'a pas changé. C'est cette bataille, pour obtenir une classification de technicien-ne en gestion de bureau, que mène le secteur des employé-es de soutien des cégeps, de la Fédération des employé-es de services publics de la CSN.

venu omniprésent. Mais la classification des personnes qui utilisent l'informatique, et surtout celle des personnes qui ont la charge de voir au bon fonctionnement de tout cela, n'a pas changé. C'est cette bataille, pour obtenir une classification de technicien-ne en gestion de bureau, que mène le secteur des employé-es de soutien des cégeps, de la Fédération des employé-es de services publics de la CSN.



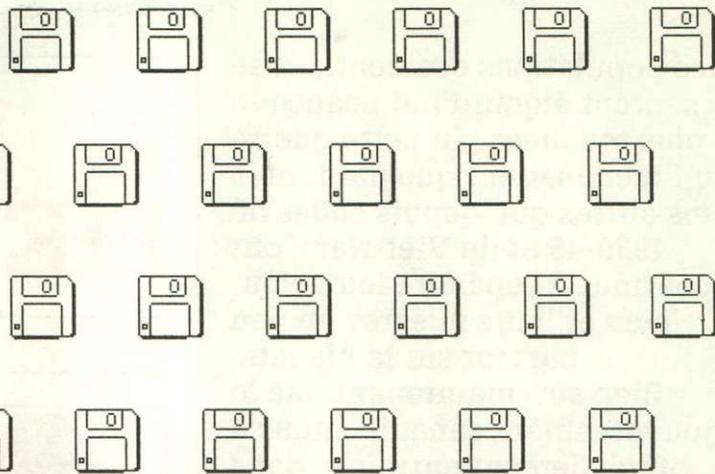
Pour Carole Rondeau, secrétaire au Collège du Vieux-Montréal depuis plus de 20 ans, l'entraide, c'est bien beau, mais ça doit avoir des limites. «Il y a environ quatre ans, c'était un professionnel (PNE) qui avait été mis en charge de la bureautique. Mais il a été retenu pour travailler avec le tuteur, lorsque le collège a été mis en tutelle. Il y avait

énormément de besoins à combler en termes de dépannage, de connaissance des logiciels et d'utilisation et d'évaluation du matériel. On m'a donc demandé de prendre en charge la bureautique. J'ai fait une vaste enquête et préparé tout un programme de formation pour le personnel de bureau, adapté aux exigences des diverses fonctions. J'étais alors secrétaire de direction. Comme cela se passe dans plusieurs milieux de travail, les employeurs considèrent en général ce travail comme de l'entraide entre employé-es de bureau. La plupart du temps, ils estiment que cela fait partie de la tâche normale. J'ai d'ailleurs constaté, lors du colloque sur la reconnaissance des acquis auquel j'ai été invitée au printemps dernier, que cela se passe de la même manière dans les autres milieux de travail.

«Après un an, j'ai dit que ça m'intéressait de continuer à prendre ces responsabilités mais que je voulais avoir une classification qui correspondait au travail que je faisais. On m'a dit qu'une telle classification n'existait pas et on m'a alors donné la plus haute classification de la catégorie administrative, soit agent de bureau classe principale. Cela correspondait à une hausse de traitement d'environ \$4,000.»

Un besoin particulier

Il faut réaliser que dans tous les établissements, il y a plusieurs employé-es de bureau qui travaillent dans des services qui sont informatisés. On ne peut faire appel uniquement à de la formation extérieure comme ce fut le cas il y a quelques années. Il faut absolument une personne qui puisse faire la formation sur place, voir au dépannage quotidien et connaître les besoins et les particularités du travail de l'établissement. De plus, les personnes travaillent en réseau avec plusieurs logiciels et plusieurs types d'imprimantes. Cela nécessite qu'une personne soit constamment là pour gérer tout cela. C'est pourquoi il est nécessaire de créer une classification de technicien-ne en gestion de bureau avec deux volets: un administratif et l'autre bureautique. C'est particulièrement pour les besoins de formation et de dépannage que le collège voulait avoir quelqu'un sur place. Il y a déjà eu des employé-es qui ont suivi des cours par le biais de la



Depuis l'introduction de l'informatique, le nombre d'employé-es de soutien est passé de 270 à 150, au Collège du Vieux-Montréal.

formation sur mesure, mais cela n'était pas suffisant. Quand ils revenaient, il n'y avait aucune personne ressource.

«Il y a des aspects techniques, au niveau du dépannage, qui dépendent juste de l'expérience que tu as acquise avec tel ou tel logiciel. Ce qu'on appelle les "bogues" (les refus de fonctionnement des logiciels ou des appareils), il faut les avoir rencontrés pour les identifier et trouver les corrections ou les solutions appropriées. Il m'est souvent arrivé de parler avec un fournisseur qui ne pouvait me donner de réponse. C'est à force d'utiliser un logiciel dans tel ou tel contexte de travail qu'on les découvre. Une fois, j'ai reçu un appel d'un analyste en informatique d'un autre collège qui m'a dit qu'il ne connaissait rien dans les logiciels. On lui avait demandé de voir à la formation et au dépannage du personnel. Il m'a appelée souvent pour que je le dépanne, au niveau des imprimantes et pour l'utilisation des logiciels. Il m'a dit que c'était de l'entraide entre collèges. Mais, à un moment donné, je lui ai dit que si le collège voulait m'engager à contrat, j'étais disponible. Il ne m'a pas rappelée par la suite.» Actuellement, le tiers des personnes qui assument les responsabilités de la gestion de bureau et de la bureautique, dans les collèges, sont des professionnel-les et les deux tiers sont des employé-es de bureau.



Carole Rondeau s'occupe des besoins de formation et de dépannage pour 150 personnes, employées de bureau et professionnelles.

Un dossier de pointe

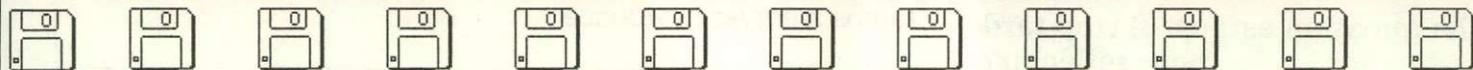
Pour obtenir une nouvelle classification, le secteur soutien cégep a compilé un impressionnant dossier sur le travail accompli par les quelque 250 personnes visées. «C'est dans la dernière négociation que nous avons obtenu une étude paritaire sur la pertinence de la création d'une classification de technicien-ne en gestion de bureau, nous explique Luc Proulx, président du secteur, qui guide ce dossier de négociation. Les directions des collèges ont approuvé et recommandé la création de cette nouvelle classification. Mais c'est le Conseil du trésor qui bloque le dossier. On peut s'imaginer que la reconnaissance d'une telle classification revêt beaucoup d'importance et risque d'avoir des retombées puisque c'est un travail qui n'est pas évalué comme tel, dans la plupart des milieux. Dans notre cas, cela signifie un manque à gagner de quelque \$8,000 par année entre la classification la plus élevée des employées de bureau et celle de technicien-ne. Or, nous avons démontré hors de tout doute qu'il s'agit d'une fonction hautement technique. Nous nous sommes appuyés, pour étayer notre dossier, sur le rapport de la partie patronale qui identifiait elle-même les critères techniques.»

Une fonction fantôme

Pour démontrer à quel point la gestion de bureau est

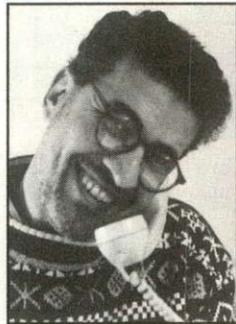
une fonction qui demeure fantômatique, il faut savoir que de tous les cours de techniques qui se donnent au secteur professionnel, dans les collèges, le seul qui ne débouche sur aucun titre d'emploi reconnu, c'est le programme 412, celui qui mène au diplôme d'études collégiales en gestion de bureau. Comme l'explique Carole Rondeau: «Quand je me suis inscrite au DEC, on m'a accordé 24 crédits en reconnaissance des acquis. Les technicien-nes en informatique sont surtout des programmeurs qui font aussi l'installation des appareils. Ces personnes ne connaissent pas les logiciels utilisés dans le travail de bureau: traitements de texte, chiffriers, banques de données, réseaux, etc. Encore aujourd'hui, les personnes sont portées à leur faire appel plutôt qu'à moi en premier lieu, alors que la solution de leurs problèmes ne se trouve pas là. C'est donc essentiel de faire reconnaître nos fonctions.»

P.S. Au moment où *Nouvelles CSN* a rencontré Carole Rondeau, au 5^e étage du Collège du Vieux-Montréal, les employées qui travaillaient dans ces locaux étaient assaillies par le bruit sporadique et plutôt inconfortable d'un marteau-piqueur pneumatique qui déchetait le plancher de ciment de la pièce voisine. C'est à croire que les fantômes qui travaillent en bureautique n'entendent rien! Évidemment, ces personnes ne sont pas classées dans l'ordinateur...



LE SANG DES PAUVRES

Par Qussai SAMAK*



Avec la bénédiction qu'Émile Zola m'aurait volontiers accordée, **j'accuse** Saddam Hussein de sacrifier encore une fois la vie des milliers d'Irakiens sur l'autel de sa mégalomanie. À la manière des dieux primitifs dont seule la Mésopotomie connaît le secret, son autel ne reçoit en holocauste que le sang des pauvres. Hussein s'est peut-être taillé une place d'honneur dans le panthéon imaginaire de millions d'Arabes, prisonniers d'un sentiment d'humiliation collective tributaire de l'impuissance cultivée de leurs États, et victimes de la décadence des régimes — les uns pots de fer, les autres pots de terre — qui les enchaînent. Pourtant, son crime n'en demeure pas moins entier.

Pour les sans-voix du Proche-Orient, il est peut-être le tyran-juste qui mourra debout, et qui venge leur humiliation en humiliant en leur nom Américains et Israéliens, à leurs yeux les artisans de la souffrance passée et présente des Palestiniens, Libanais et autres. Les Scuds du président irakien sont, pour ces millions d'Arabes, la foudre vengeresse qui fait trembler les roitelets d'Arabie, vulgaires satrapes de l'ordre pétro-américain dans la région.

Argument matraque

De par la dynamique qu'il a déclenchée, il a rendu plus inéluctable que jamais la tenue d'une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient. Cependant, cela ne diminue en rien l'odieux qu'il portera devant l'Histoire. Aux crimes que ce petit Staline aux grands rêves a commis contre Irakiens, Kurdes, Palestiniens et Iraniens s'ajoutera: la dévastation du patrimoine économique et historique du peuple irakien; la marginalisation de la lutte civile des Palestiniens dans les territoires occupés, et le grand service qu'il rend, ce faisant, aux éléments les plus irréductibles de l'establishment israélien. Shamir et compagnie n'ont jamais cessé de dire que la dépossession des Palestiniens est loin d'être la cause principale d'instabilité dans la région. Et voilà que l'aventure meurtrière de Saddam Hussein fournit un argument matraque qui ne peut que faciliter la tâche aux partisans de cette thèse aux yeux de ceux trop prêts à l'accepter.

Le «linkage»

S'il est une marque qui distingue la politique américaine, c'est bien celle d'une moralité hautement sélective. Ce qui explique sans doute pourquoi le «linkage» qu'imposa Reagan entre l'exécution des résolutions de l'ONU pour l'indépendance de la Namibie et le retrait des troupes cubaines de l'Angola fut naturellement légitime, tandis que le «linkage» demandé par Saddam Hussein entre son retrait du Koweït et le retrait israélien des territoires occupés n'est par contre que la logique délinquante d'un brigand. Mais ne perdons pas de temps à étayer l'évidence.

Les populations occidentales se sentent aujourd'hui beaucoup plus touchées par cette guerre du Proche-Orient que par toutes les autres qui, depuis celles de 1939-45 et du Viêt-Nam, ont continué à répandre leurs douleurs et leurs misères un peu partout sur la planète.

Bien sûr, maintenant que le gouvernement canadien nous a officiellement entraînés dans cette galère, nous sommes plus inquiets de ses conséquences sur nos vies... et sur celles, parfois, de nos connaissances qui sont «là-bas». Et bien sûr, nous demeurons, pour la très grande majorité, malgré tout fondamentalement pacifistes, comme en ont témoigné quelque 15,000 personnes à Montréal seulement, le 26 janvier (notre page 1).

On ne peut cependant oublier que certains de nos concitoyens éprouvent ces jours-ci, bien davantage que la majorité d'entre nous, des sentiments qui vont de l'angoisse à la rage, en passant par l'impuissance et la révolte. En raison de leurs racines ou de leur attachement particulier aux pays de la région où se déroule cette *Guerre des étoiles* soudain visible à l'oeil nu, ils ont sur la question un point de vue que l'on peut partager ou pas, mais que nous pouvons difficilement ressentir autant qu'eux, ni de la même manière.

Nouvelles CSN a pensé donner à trois d'entre eux, que nous savions au départ militants du pacifisme, un espace respectable pour exprimer ces sentiments et expliquer leurs cheminement respectifs dans leur appréciation de la situation actuelle.

Le fait de prêter une tribune à ces trois personnes n'implique en rien que la CSN épouse dans leur totalité leurs opinions, cela va de soi. Là n'est pas la question.

La question est: est-il trop tard pour réfléchir?

J'accuse le gouvernement de George Bush d'avoir sciemment fait comprendre à Saddam Hussein que les États-Unis ne réagiraient pas outre-mesure s'il s'emparait du Koweït. Pour les incrédules, allez lire la transcription de l'entretien que Saddam Hussein a eu avec madame April Glaspie, ambassadrice de Bush à Bagdad, à peine une semaine avant l'invasion du Koweït.

Les raisons américaines

J'accuse le gouvernement américain d'avoir parfaitement compris le dessein de Saddam Hussein, et d'avoir su d'avance l'envergure de son attaque grâce à ses systèmes d'écoute et d'observation extra-atmosphérique, et ce, sans lever le petit doigt pour poser le moindre geste préventif. N'en déplaise aux pourfendeurs de toute théorie de conspiration, **j'accuse** le gouvernement américain d'avoir ainsi agi pour les raisons suivantes:

- créer les circonstances propices à la destruction d'une machine de guerre irakienne rendue trop grosse, et par le fait même, trop déstabilisante. Il relève en effet du banal de dire que toute superpuissance préfère toujours le statu quo, peu importe lequel, ne serait-ce que pour le bien de leurs acolytes régionaux;
- entreprendre la destruction de cette machine sous le couvert de la légalité internationale, ce qui est certainement beaucoup moins compliqué sur le plan politique que de confier la tâche à un Israël toujours plus qu'enthousiaste de prouver les talents guerriers surnaturels et la virilité de ses soldats et pilotes;
- rétablir le Pentagone dans son statut de vache sacrée devant des membres du Congrès qui éprouvent de plus en plus de mal à lui accorder au-delà de 300 milliards de dollars par année; surtout après la révolution gorbatchovienne et l'effondrement de l'épouvantail communiste en Europe. La profusion des tendres mots lancés récemment par maints sénateurs et membres du Congrès à l'égard des généraux de Nintendo dans le désert d'Arabie semble confirmer que le Pentagone verra comblé dorénavant tous ses désirs;
- venir en aide à l'autre classe de généraux de Nintendo: General Dynamics, General Electric, McDonnell-Douglas, Northrop, Raytheon, Martin-Marietta et tous les autres fabricants d'armes, en mal de marché depuis que le vent de la liberté s'est mis à souffler sur l'Est. Discrètement, les fournisseurs d'armes viennent de signer un contrat de 60 milliards de dollars avec l'Arabie Séoudite, recyclage de pétro-dollars, disent les cyniques. Moins discrètement, un orateur dans un récent congrès de marchands d'armes, tenu à Milwaukee, a entamé son discours d'ouverture avec la phrase: «*Merci Saddam Hussein*», ce qui a déclenché un orage d'applaudissements parmi les gentils participants;
- fournir la preuve que la fin de la guerre froide ne signifie pas pour autant le déclin des États-Unis comme superpuissance. Bien au contraire, Uncle Sam affirme à tous ses adversaires politiques, mais surtout économiques, que l'Amérique est toujours «second to none».

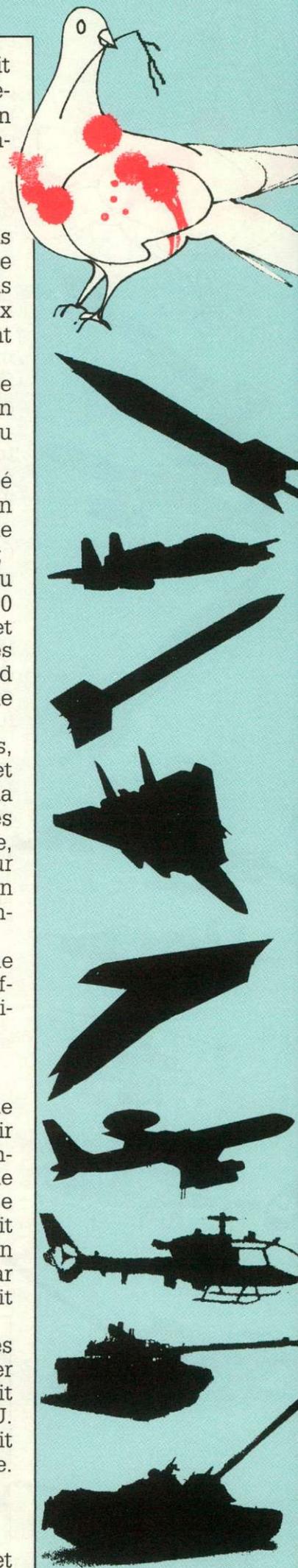
Le Conseil de sécurité

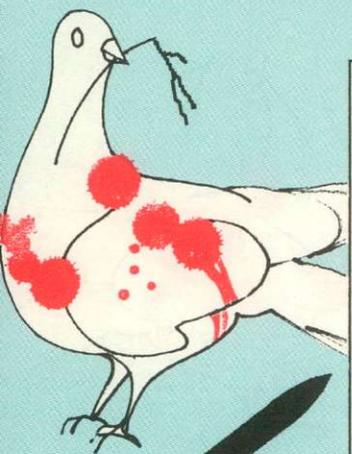
J'accuse le gouvernement Bush d'avoir détourné le Conseil de sécurité des principes et de l'esprit de la Charte de l'ONU. Je l'accuse d'avoir recouru à la torsion de bras et au chantage économique afin d'avoir le consentement des États membres plus faibles sur la triste résolution autorisant le recours à «*tous les moyens*» après le 15 janvier, date qui n'a aucune base légitime, ni juridique ni politique. Je reproche au gouvernement américain le fait d'avoir entraîné le Conseil de sécurité dans l'illégalité en adoptant une résolution permettant le recours à la force, et ce avant le dépôt d'un rapport, tel qu'exigé par les procédures, sur l'efficacité des sanctions économiques, un rapport que devait produire au préalable le comité du Conseil constitué pour ces fins.

Le système de dissuasion collective de l'ONU est bâti autour des principes dont l'esprit est ceci: la force, en dernière instance et comme dernier recours si nécessaire, mais pas nécessairement la force. Qui plus est, il s'agit d'une force qui doit se déployer sous le commandement et le drapeau de l'ONU. Par une parodie, on en a subverti les principes, réduisant ainsi l'ONU — qui subit sa première épreuve depuis la fin de la guerre froide — en simple feuille de vigne. Et que le grand spectacle hi-tech de Top Gun commence!

Le suivisme de Mulroney

J'accuse le gouvernement Mulroney d'avoir servilement suivi et





appuyé le duo Bush-Baker dans sa démarche déplorable, devenant ainsi un complice dans une aventure dévastatrice aussi gratuite qu'inutile. Je n'ai jamais pensé pouvoir éprouver des sentiments si tendres à l'égard de Diefenbaker. Mais en voyant la médiocrité enthousiasmée et le suivisme chaleureux qui marque la conduite du Canada dans ce conflit, je l'éprouve. Aux cours des débats sur une résolution autorisant Bush à recourir à la force, M. Barney Frank, représentant démocratique du Massachusetts, déclara sans ménagement: «*Le Congrès américain n'est pas le consulat canadien*» (sic). En l'entendant, j'ai cherché ma copie du livre *Lament for a Nation* du regretté George Grant.

Les vraies victimes

«*Vae Victis*» disaient les sages de Rome. Qui seront les vaincus malheureux dans cette triste histoire? La jeunesse irakienne; les soldats professionnels issus pour la plupart des ghettos de la misère américaine; et les sans abris qui hantent les rues des États-Unis, des sans-abris dont au moins le tiers est constitué, ironie du sort, d'anciens combattants de la guerre du Viêt-nam. Des toits pour ces pauvres victimes de la dictature marchande, ça coûte cher. Mais on ne lésine pas sur les missiles Cruise, même au prix d'un million le coup. Pour l'instant...vive les «smart bombs», et au diable l'intelligence.

Ce qui est à la fois ironique et singulier dans cette guerre, c'est le fait que les deux adversaires principaux s'en sortiront gagnants, selon les objectifs que chacun s'était fixés. Dans la conscience des masses arabes, Saddam Hussein aura été le premier parmi les chefs arabes à se battre contre une force militaire aussi formidable pendant si longtemps; et le premier à avoir osé et réussi à frapper le coeur d'Israël. Bush réussira son entreprise de détruire la machine de guerre irakienne, et même d'en finir avec le régime du parti Ba'ath. Cependant, ce sera une victoire aux fruits empoisonnés. Les mois et années qui viennent en fourniront la preuve.

Ce qui est pire que de perdre une guerre au Proche-Orient, c'est de la gagner. À preuve, Israël qui n'a cessé de «gagner» des guerres depuis 1948. Les Américains apprendront cette simple leçon. Le malheur, c'est que ce sont les pauvres qui paieront la note, comme d'habitude.

*Qussai Samak est un ingénieur-chimiste à l'emploi du Service de génie industriel de la CSN depuis 1985. Il a vécu en Égypte jusqu'à l'âge de 20 ans. Il vit au Québec depuis 1977 et se définit comme un «post-Québécois».

Un temps pour la guerre et un temps pour la paix

Par Allen Gottheil*



Il y a un temps pour tout, et chaque chose a son heure sous le ciel.

Il est un temps pour naître et un temps pour mourir;

Un temps pour se taire et un temps pour parler;

Un temps pour aimer et un temps pour haïr;

Un temps pour la guerre et un temps pour la paix.

-L'Écclésiaste, chapitre III

En tant que Juif, je me suis toujours demandé comment il peut être concevable que les pays civilisés et les gens éveillés aient pu être si indifférents et si conciliants devant les gestes et propos pourtant

explicites d'un Adolf Hitler, durant les années qui ont précédé la Seconde Guerre mondiale. Car le soutien à l'Espagne de Franco, *Mein Kampf* et l'invasion de l'Autriche n'étaient que trois des multiples signes précurseurs de ce qui se préparait.

Aujourd'hui, face aux gestes et propos aussi explicites de Saddam Hussein, c'est avec une grande déception que je constate à quel point trop de gens ne veulent **toujours** pas croire qu'un individu, en instaurant un régime de terreur dans son propre pays, puisse concevoir et mettre à exécution les plans les plus diaboliques et inhumains.

Un mégalomane redoutable

Saddam Hussein est un mégalomane redoutable. Mais, pire encore, ce meurtrier implacable possède une vaste gamme de ressources funestes qui lui ont été fournies, comble de la folie, par plusieurs des pays qui le combattent aujourd'hui. Cet homme sans scrupule n'a pas dissimulé ses objectifs, et pourtant, la population irakienne ne veut pas, ne peut pas, ou n'ose pas l'arrêter. Ainsi, tout comme à l'époque de Hitler, toutes les conditions sont réunies pour permettre à un autre tyran de tenter de réaliser ses projets les plus néfastes. Seule une intervention extérieure offre quelque espoir.

Disons immédiatement que la justification américaine dans cette guerre du Golfe Persique est truffée d'hypocrisie et d'intérêts géopolitiques qui n'ont rien à voir avec la «libération» du Koweït, pour ne pas mentionner les intérêts commerciaux qui les motivent aussi.

Par ailleurs, plusieurs pays membres de la Coalition alliée sont très loin, eux aussi, d'être des pays modèles.

Mais l'énormité de la menace que représente Saddam Hussein, tout comme l'autre dictateur moustachu, jadis, en Allemagne, ne doit pas être sous-estimée. Que les Saoudiens permettent l'installation des forces américaines sur leur territoire veut tout dire. Ce n'est pas une soudaine inclination pour l'Oncle Sam qui les pousse à accueillir à bras ouverts les troupes américaines, mais seulement la conviction ferme qu'après le Koweït, ce sera l'invasion de l'Arabie saoudite, et ainsi de suite pour les autres pays arabes de la Coalition. Eux, ils ont très bien compris les visées expansionnistes de Saddam dans la région.

La paix

Malgré cette panoplie de faux prophètes et d'intérêts dangereux, complexes et divergents, il est trop simpliste et naïf de limiter sa réaction, dans cette période critique, à clamer «LA PAIX» sur un ton moralisateur.

En l'occurrence, cela donne peut-être très bonne conscience. On a peut-être même l'impression de prendre position au-dessus de la mêlée. Cependant, lorsque tous les chemins du compromis sont obstrués, ce n'est pas nécessairement parce que la guerre est abominable qu'on ne doit pas y avoir parfois recours.

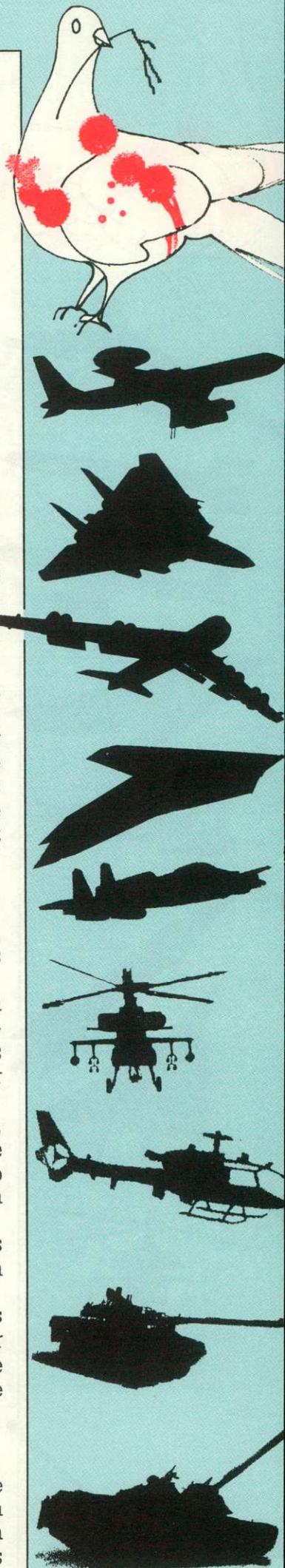
La guerre fait et fera toujours des victimes innocentes; tout comme, à un degré infiniment moindre, les grèves dans le secteur public. Mais lorsque l'une ou l'autre est déclenchée, s'indigner du sort des victimes escamote trop souvent les raisons fondamentales qui mènent à ces conflits auxquels aucun citoyen ne prend plaisir.

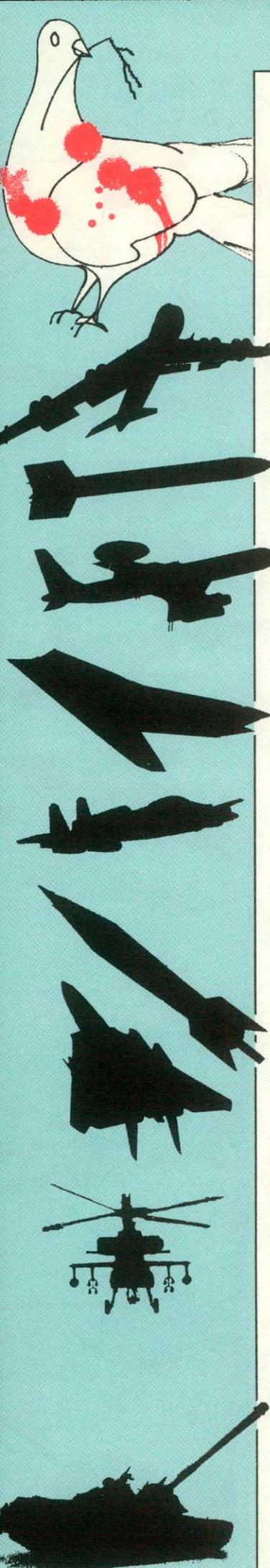
Admettre qu'une grève qui risque de faire des victimes innocentes peut quand même être légitime nous mènera parfois à reconnaître aussi la légitimité d'une guerre.

Lorsqu'on se borne à se pencher sur le sort des victimes dans de telles situations, on fait le jeu de l'une ou l'autre des parties. Lorsqu'on manifeste pour ou contre, on fait également le jeu d'un des deux antagonistes. Qu'on le veuille ou non, nos actions, et même notre inaction, pèseront inévitablement dans cette guerre, tout comme dans n'importe quel autre conflit.

Faire la part des choses

J'ai manifesté souvent contre la guerre au Viêt-nam et j'ai été arrêté devant le consulat américain. J'ai même renoncé à ma citoyenneté américaine à cause de cette guerre. J'étais conscient que mes gestes servaient la cause de la guérilla vietnamienne; j'en étais fier et je le suis toujours. Même chose pour les manifestations d'appui au Nicaragua. Et combien d'autres activités de solidarité





dans lesquelles je me suis engagé depuis longtemps. Je l'ai fait, et j'assume mes choix. Ainsi, je n'étais pas du tout déçu de la défaite américaine au Viêt-nam.

Par contre, je trouverais tragique et terrifiante une telle défaite des États-Unis aux mains de Saddam Hussein. Si je me méfiais, —et je me méfie toujours—, des visées et des motivations américaines, celles de Saddam Hussein me surchargent d'une répugnance hors du commun.

Les deux principaux combattants, l'Irak et les États-Unis, Bush et Saddam, ne sont en rien semblables dans leurs méthodes et dans leurs visées. Il faut garder en perspective qu'il y a une énorme différence dans la menace que chacun représente et dans les torts que chacun pourra causer.

La terreur, décrite dans le *Nouvel Observateur* (20-26 décembre 1990) par l'ancien garde du corps de Saddam, la litanie de crimes commis par celui-ci contre son propre peuple, ses attaques militaires fièrement dirigées contre les civils israéliens et saoudiens, sa promesse d'annihiler les Juifs, ne peuvent d'aucune façon être mises sur le même pied que le comportement américain.

Les bombardements de Tel-Aviv et ceux de Bagdad font certes des victimes, mais on ne peut passer outre au fait que, d'un côté, l'objectif avoué est précisément la population civile, tandis que de l'autre, on essaie de s'en tenir aux cibles militaires.

La menace de Saddam d'utiliser des armes chimiques et biologiques contre les Juifs n'a simplement pas son pareil dans les intentions américaines. (Au moment d'écrire ces lignes, le 23 janvier, les trois premières victimes israéliennes sont mortes par suite des attaques de missiles Scud et Israël n'a pas riposté à ces agressions).

Saddam ne cache pas non plus son désir de disposer d'une arme nucléaire et il a montré sans ambages son insouciance de voir les populations civiles prises comme cibles. J'ai donc la conviction profonde qu'il n'hésiterait nullement à utiliser une telle arme contre Israël, et ce, même sans aucune provocation. Existe-t-il une personne sensée capable de soutenir le contraire?

Le fait que Saddam Hussein se serve de mon peuple comme bouc émissaire ne me laisse pas indifférent. Le fait que l'existence même de mon peuple est un des enjeux du conflit ne doit pas vous laisser indifférent.

Tout comme la survie de la spécificité québécoise et la suppression de toute menace à la culture et à la langue françaises doivent être l'affaire de tout le monde, et non seulement des «purs laine», de même, le péril que représente Saddam Hussein pour le peuple juif et pour ceux qui osent s'opposer à lui appelle une vaste solidarité pour le contenir.

Au moment où le Québec s'interroge sur son avenir, j'appuie forcément l'option indépendantiste, car c'est la meilleure garantie de la survie de cette remarquable société française en Amérique. J'arrive à cette conclusion, entre autres choses, à la lumière de l'expérience de mon peuple et de la nécessité historiquement démontrée, pour nous, qu'un État bien à soi est indispensable dans un monde imparfait et souvent périlleux.

Les Palestiniens

Il y a deux ans et demi, j'ai participé à l'organisation d'une pétition qui dénonçait la répression du gouvernement d'Israël dans les territoires occupés. Je n'ai pas changé de position depuis. Je considère toujours que le gouvernement d'Israël devrait participer à une conférence internationale, à laquelle assisterait l'OLP, pour discuter du règlement de la question palestinienne.

Mais faisons la distinction entre l'État d'Israël, le gouvernement d'Israël et le peuple juif de ce pays.

Le gouvernement d'Israël ne veut pas s'asseoir à la même table que l'OLP, car la charte de l'OLP appelle toujours à la destruction de l'État d'Israël. N'est-ce pas là un motif qu'on se doit quand même de qualifier de sérieux? Mais JAMAIS, au grand JAMAIS, cela ne saurait constituer une justification pour les bombardements directs et voulus contre les citoyens de Tel-Aviv (ou d'ailleurs). Les erreurs les plus graves ou le manque de souplesse d'un gouvernement ne pourront jamais légitimer l'élimination pure et simple d'un peuple non armé.

Faut-il encore rappeler qu'Israël ne fait pas partie de la Coalition alliée et, à toutes fins utiles, fait tout son possible pour ne pas s'engager dans le conflit? On semble trop souvent oublier, en outre, que le gouvernement d'Israël est de loin le plus démocratique de la région, voire le seul. Shamir est élu et l'opposition

politique peut s'exprimer librement. Ce n'est tout simplement pas le cas en Irak!

Les sanctions

Dans le discours pacifiste, avant le déclenchement de la guerre, on a beaucoup insisté sur l'opportunité de s'en tenir à des sanctions économiques. L'analyse et le raisonnement qui sont à la base de cette stratégie étaient non seulement défaillants, mais surtout, un peu trop naïfs, eu égard à une supposée efficacité politique. Les sanctions économiques ont sûrement un énorme impact sur le quotidien des Irakiens, mais très peu sur celui de Saddam car le despote irakien se terre et se fout de ces difficultés. L'élite et les forces armées, elles aussi, auraient à peine été privées par la pénurie. C'est donc le peuple irakien qui en aurait payé le prix.

Mais le plus important, c'est que si le peuple avait souffert au point de souhaiter que Saddam quitte le Koweït, il n'y a absolument rien qui permette de croire que le peuple aurait pu concrétiser un tel désir sans carrément renverser l'actuel régime dictatorial et totalitaire. D'ailleurs, les sacrifices énormes que Saddam impose à son peuple ont commencé bien avant le 2 août 1990.

Le «linkage»

Parallèlement, plusieurs font un lien entre l'occupation du Koweït et l'occupation de la rive gauche de la Jordanie. C'est profaner l'Histoire et mépriser la réalité.

Israël a conquis les territoires occupés à la suite d'une agression extérieure, en 1967, tandis que l'Irak a carrément envahi le Koweït. Saddam a pillé le Koweït, motivé uniquement par une goinfrerie pour ses richesses, tandis qu'Israël a pris la rive gauche de la Jordanie d'abord pour créer un tampon défensif entre lui et les adversaires hostiles qui l'entouraient.

Saddam Hussein ne s'intéresse pas sérieusement au sort des Palestiniens, pas plus qu'il n'est touché par celui de son propre peuple. Il ne s'agit là que d'une excuse pour brouiller les cartes et duper le monde.

La guerre est horrible, **oui**, mais il y a **pire**, et c'est le génocide. Car c'est bien cela qui est une des ambitions mégalomanes de Saddam Hussein.

JAMAIS PLUS !!!

*Allen Gottheil a été salarié au Service de l'organisation de la CSN de 1973 à 1986. Il est l'auteur d'un livre, *Les Juifs progressistes au Québec* (Éditions Par ailleurs...).

Le choc des valeurs intimes

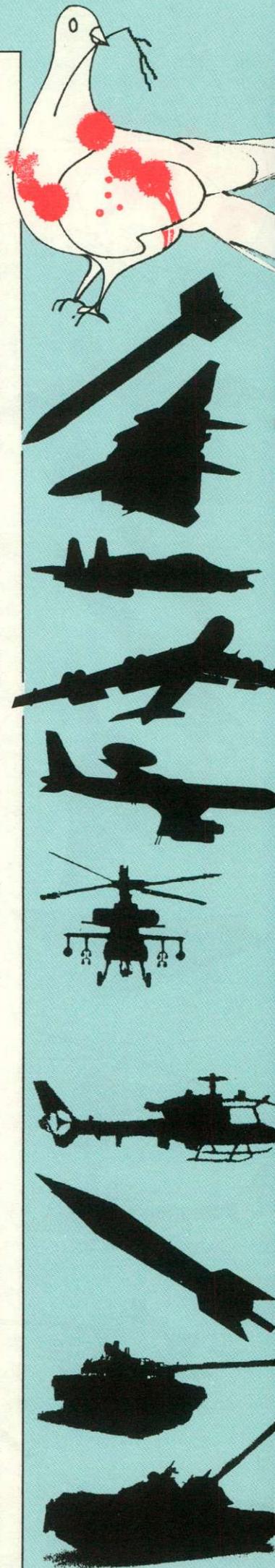
Par Murray Kastner*

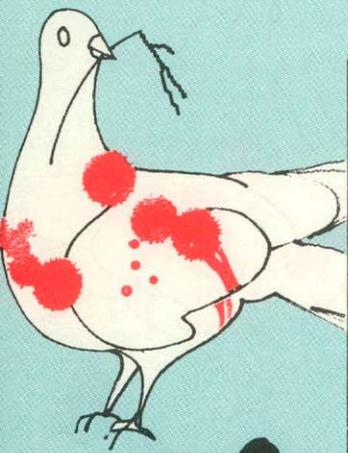


L'angoisse de tout pacifiste est aujourd'hui incommensurable. Au moment où les missiles répandent leurs effets destructeurs jusque dans les banlieues résidentielles d'Arabie Séoudite et d'Israël, je me sens déchiré entre, d'une part, ma répulsion naturelle pour la guerre et d'autre part, la question suivante: comment se défendre face à un monstre, bien que ce soit nous, l'Occident, qui ait créé ce monstre?

Ceux qui avaient des doutes sur l'absence de moralité du président irakien n'en ont maintenant plus. Le fait que nous avons aidé et encouragé cet homme à bâtir son horrible machine de guerre est également troublant.

Mais, est-ce que la guerre peut avoir une logique? Toute ma vie, j'ai cru que la guerre, sous toutes ses formes, était abominable, condamnable et qu'elle devait être évitée à tout prix. Aujourd'hui, à la lumière de la situation





actuelle au Proche-Orient, je suis obligé de remettre en cause tous ces bons vieux principes et convictions. Comment agir face à un despote aussi malveillant qui, au surplus, contrôle une armée d'un million d'hommes? Et face à un pays dont la population a longuement été imbibée du culte de personnalité de son leader — un peu à la manière de Staline, d'Hitler et de Mussolini?

Que faire face à ces menaces à la paix mondiale? Dans le monde d'aujourd'hui, les sanctions économiques n'ont plus d'effets. En particulier lorsque le pays visé partage sa plus longue frontière avec un autre pays, l'Irak, dont l'animosité envers l'Occident a contribué à la création de la situation actuelle.

Nous nous souvenons tous, en effet, de la crise des otages de Téhéran, où la rancœur des Américains a conduit à provoquer l'invasion de l'Irak par l'Irak, en 1980. L'effet escompté ne s'est pas produit et l'Irak en a profité pour se constituer un énorme arsenal et pour entraîner ses citoyens aux arts macabres de la guerre.

Je suis conscient que cette guerre vise à rétablir au Koweït un système féodal. Je n'ai aucune difficulté à reconnaître aux nations arabes le droit de définir elles-mêmes leurs frontières. Mais pas en menaçant ainsi le monde entier; car aujourd'hui, les menaces à la paix sont davantage planétaires que localisées.

Je ne peux pas non plus adhérer au slogan pacifiste: «Pas de sang pour du pétrole». J'estime que ces manifestations trahissent tant une certaine dose de naïveté qu'une ignorance de la situation réelle, de ses origines, des populations de la région, et de ses conséquences catastrophiques.

Si je croyais vraiment que cette guerre avait des motifs purement économiques, je garerais —ou vendrais— mon auto dès demain et je m'efforcerais d'adopter un style de vie qui nous rende moins dépendants de ces régions politiquement explosives qui possèdent les ressources pétrolières. Je ne peux pas —et refuse— d'accepter l'hypothèse que le seul objet de cette guerre est le pétrole. Je dirais plutôt qu'il s'agit du contrôle de la région par sa plus puissante armée, avec les armes les plus horribles, et la volonté affichée de ses dirigeants de les utiliser contre des populations civiles.

Ce scénario confronte le douillet et confortable Occident à son plus grand défi. L'édification du monde industrialisé a permis l'armement d'un tyran incontrôlable. La France et l'URSS, entre autres, ont fait de grosses affaires en fournissant à l'Irak son arsenal actuel. Aujourd'hui, nous en payons le prix; espérons seulement qu'il n'est pas trop tard pour sortir de cette situation catastrophique.

Nous avons fermé les yeux sur des signes avertisseurs qui se passaient au loin —le terrorisme international ouvertement financé; nous devons maintenant faire face à la musique. Mais malgré cela, j'ai en horreur l'idée que cette guerre soit nécessaire et je n'arrive toujours pas à réconcilier tous mes sentiments à son sujet.

Je ne peux tout spécialement pas comprendre la position des Palestiniens, dans la crise actuelle. J'ai souvent insisté sur leur situation critique, au cours des dernières décennies. Et maintenant, la cause de ces pauvres Palestiniens est ternie par le plus incroyablement stupide leadership que l'on puisse imaginer. Mais comment peuvent-ils s'allier à un tel monstre? Comment peuvent-ils espérer une solution à leur situation s'ils continuent de se refuser à reconnaître l'existence de leurs voisins? Comment peuvent-ils espérer que justice leur soit rendue alors qu'ils souhaitent que l'Irak utilise des armes chimiques contre leurs voisins?

Plusieurs Israéliens du mouvement «La Paix maintenant» ont tenté —en vain— de résoudre les divergences de points de vue dans cette région afin que tous puissent y vivre en paix et en harmonie. Mais comment pourraient-ils en convaincre leurs concitoyens tant que le porte-parole des Palestiniens, l'OLP, nie l'existence d'Israël et exige l'élimination de son peuple?

*Murray Kastner est juif non pratiquant. Né à Montréal, il y a exercé de nombreux métiers et travaille aujourd'hui en communications et en infographie. À cause de la situation actuelle, il songe à nous quitter bientôt pour Israël.

(Texte traduit de l'anglais par Jean-Pierre Paré).

Saint-Hubert BBQ

Échelles de poulets

Les comités de négociations de huit syndicats affiliés à la Fédération du commerce de la CSN et représentant quelque 500 employé-es d'autant de restaurants St-Hubert de Montréal et de Québec ont déposé des projets de convention collective qui visent notamment à éliminer la double échelle salariale et à réaliser un rattrapage pour une bonne partie des employé-es de la Vieille capitale.

On peut parler de double échelle sala-



Martine Lefrançois, serveuse à la succursale de Beauport, près de Québec.

les employé-es dernièrement recrutés gagnent moins.

On se souviendra également que ce phé-



Patrick Gagnon, aide-cuisinier à la succursale Saint-Hubert/Maisonnette, à Montréal.

riale dans une entreprise lorsqu'une convention collective comprend des clauses modifiant à la baisse certaines conditions de salaires et de travail pour des employé-es, souvent des jeunes, embauchés après une certaine date, par rapport aux plus anciens de l'unité d'accréditation. Autrement dit, pour un même travail,

nomène de la double échelle salariale, également appelé «clause orphelin», est apparu dans les conventions collectives, un peu partout en Amérique du nord, à la faveur de la crise économique du début des années 80, sous la pression du patronat.

Chez St-Hubert, il existe deux échelles salariales depuis 1987.

Les principales victimes du phénomène travaillent principalement dans les cuisines et aux comptoirs.

Ainsi, un rôtiiseur de poulet classé dans la première échelle salariale touchait, au début de l'année 1990, \$9.31 l'heure, alors que l'autre moins ancien et classé dans la deuxième échelle retirait, lui, entre \$6.81 et \$7.74 l'heure. Soit un manque à gagner variant de \$1.57 à \$2.50 l'heure. À Québec, pour la même fonction, le différentiel varie de \$0.32 à \$1.69 l'heure.

Les serveuses

En plus de la double échelle salariale, les Rôtisseries St-Hubert sous-payent également un grand nombre de leurs serveuses, dont plusieurs gagnent à peine le salaire minimum prévu pour les employé-es à pourboire, soit \$4.58 l'heure.

Fondées il y a environ 40 ans, les Rôtisseries St-Hubert comptent aujourd'hui 118 succursales et embauchent 7300 employé-es.

Le français au travail ça s'impose!

Cherchez l'anglicisme dans:

1. «Cette pièce mesure 1,2 mètre par 2,5 mètres.» Réponse: forme fautive: «par»; forme correcte: «sur.» 2. «Veuillez consulter le manuel de service.» Réponse: forme fautive: «manuel de service»; forme correcte: «guide d'entretien.» 3. «Le membership de notre association a augmenté sensiblement cette année.» Réponse: forme fautive: «membership»; forme correcte: «effectif, nombre de membres, adhésions.»

Vrai ou faux?

1. Bisannuel signifie: qui a lieu tous les deux ans. Réponse: vrai. Ce qui a lieu deux fois par année est dit semestriel. 2. Le mot cabaret s'emploie au sens de plateau à servir. Réponse: faux. Un cabaret est un établissement de spectacle, où le public peut boire ou se restaurer. Un plateau est un support plat et rigide pour transporter, présenter des objets divers, notamment de la vaisselle, des aliments. 3. Priorisation n'existe pas en français. Réponse: vrai. Il en est de même de «prioriser.» En français, vous pouvez utiliser l'adjectif «prioritaire» qui signifie: qui a la priorité; exemple: message prioritaire; et le nom «priorité» qui signifie: l'importance que l'on donne à une chose, au point de la faire passer en premier; exemple: la priorité sera accordée à ces clauses de la convention collective lors de la prochaine négociation.

Donnez des équivalents français du mot anglais:

1. «O ring» dans le domaine de la robinetterie. Réponse: joint torique. Un joint torique est un anneau de section circulaire assurant l'étanchéité dynamique ou statique de certaines pièces d'un appareil de robinetterie. 2. «Rigging.» Réponse: (selon le contexte) accoutrement, affaire, agrès, attirail, bagage, effets, entreprise, équipement, grément, matériel, outillage.

Remplissez le blanc correctement:

1. Ils aiment ____ de cette époque de leur histoire; a) rappeler; b) se rappeler; c) se souvenir; d) s'ensouvenir. Réponse: se souvenir. Se souvenir se construit avec «de»: se souvenir de quelque chose, de quelqu'un; se rappeler, sans préposition: se rappeler quelque chose, quelqu'un. 2. La plupart d'entre vous ____; a) est arrivé; b) êtes arrivés; c) sont arrivés. Réponse: sont arrivés. L'accord se fait à la troisième personne du pluriel.

Vous pouvez rejoindre le service information-francisation de la CSN au 514-598-2168. □

**FAITES LIRE
NOUVELLES CSN!**

Assurance-chômage

Gain de la CSN en Cour Suprême

La CSN et le Syndicat de l'aluminerie Reynold's de Baie-Comeau, affilié à la Fédération de la métallurgie, ont gagné devant la Cour suprême du Canada une très importante cause relative au droit de recevoir des prestations de chômage à la suite d'un conflit de travail.

La juge L'Heureux-Dubé a en effet rendu une décision, le 17 janvier dernier, à l'effet que les travailleurs qui ne sont pas rappelés au travail à la suite d'un conflit de travail sont admissibles aux prestations d'assurance-chômage. Grâce à cette décision, 460 travailleurs de l'aluminerie Reynolds de Baie-Comeau, qui n'avaient pas été rappelés au travail à la fin d'un lock out de quatre se-

maines, en mars 1986, recevront, au total, un peu plus de \$640,000 de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada (CEIC).

Le jugement déboute ainsi l'interprétation donnée jusqu'à maintenant par la CEIC sur cet aspect de la Loi de l'assurance-chômage. La décision de la Cour suprême renverse effectivement la jurisprudence en vigueur depuis 1949 à l'effet que les travailleurs étaient admissibles aux prestations d'assurance-chômage à la suite d'un conflit à la condition que 85% de ceux-ci aient repris le travail et qu'il en soit de même pour la production: «...il nous semble impossible de soutenir qu'un arrêt de travail dû à un

conflit collectif puisse subsister après le moment où les parties au conflit ont manifesté le désir de recommencer l'exécution de leurs contrats de louage de services et ont, en fait, recommencé cette exécution», écrit la Cour suprême dans son jugement.

Le président de la Fédération de la métallurgie-CSN, Benoît Capistran, a déclaré: «Cette bataille juridique de près de cinq ans vient clore un débat qui durait depuis des dizaines d'années. La décision de la Cour suprême dispose d'une autre cause identique concernant un groupe important de travailleurs également affiliés à la Fédération de la métallurgie, celui de l'usine Beloit de Sorel.» □

Ville-Marie Pontiac-Buick Poursuite en 45

Le syndicat des travailleuses et des travailleurs de la région de Montréal (CSN) du concessionnaire Ville-Marie Pontiac-Buick poursuit l'employeur devant le Tribunal du travail, en vertu de l'article 45 du Code du travail. Le syndicat estime que l'employeur a embauché des personnes pour faire un travail qui était fait par des membres du syndicat, à la même adresse, au 4500 rue Ste-Catherine, sous la raison sociale Passeport, suite à la fermeture du garage Ville-Marie, le 31 décembre. □

Soutien scolaire

La CSN mène encore le bal

C'est sans équivoque et par des majorités claires que les 785 employé-es de soutien des commissions scolaires de Ste-Thérèse, St-Eustache et Deux-Montagnes, dans les Laurentides, ont choisi la CSN et la Fédération des employé-es de services publics pour les représenter syndicalement lors du scrutin tenu le 29 janvier, suite à la restructuration scolaire. La majorité de ces employé-es de soutien étaient auparavant représentés par le Syndicat de l'enseignement de la région des Mille-Iles (CEQ).

La fermeture de Crouse Hinds de Granby

Après Toronto, Québec

Une semaine après avoir rencontré la direction canadienne de la compagnie Crouse Hinds, à Toronto, qui a annoncé la fermeture de son usine de Granby pour le mois de mai prochain, le «Comité de soutien» à cette entreprise a décidé de s'adresser au ministre québécois de l'Industrie et du Commerce, M.Gérald Tremblay. La coalition, formée de représentants des milieux d'affaires, politiques et syndicaux de la région et de la province, en réunion le 28 janvier, a en effet mandaté le député provincial de Shefford, M.Roger Paré, pour organiser, dans les plus brefs délais, une rencontre avec le ministre Tremblay.

La coalition entend demander au ministre d'exercer les pressions qui s'imposent pour qu'Hydro-Québec, le ministère des Approvisionnement et Services et le ministère des

Transports retirent leurs contrats à Crouse Hinds et à sa maison mère, Cooper Industries, dans l'éventualité où elle ne reviendrait pas sur sa décision de fermer l'établissement de Granby. Certains responsables d'Hydro-Québec se sont déjà montrés sensibles aux démarches entreprises par le «Comité de soutien Crouse Hinds» qui veut s'assurer que le gouvernement provincial achète des produits québécois.

Advenant le transfert de la production de l'usine de Crouse Hinds de Granby à son nouvel établissement de Mississauga, en Ontario, 90 personnes perdront leur emploi.

Crouse Hinds est une des 107 filiales de la compagnie texane Cooper Industries, qui est également spécialisée dans d'autres domaines: produits automobiles, équipements pétroliers et outils.

Fermeture chez Stuart

Les quelque 220 travailleuses et travailleurs à l'emploi de Stuart, une division de Culinar, ont appris le 28 janvier que l'usine située sur la rue Laurier, à Montréal, fermerait ses portes graduellement d'ici décembre. Ils sont membres d'un syndicat affilié à la Fédération du commerce (CSN).

Les Mae West et les Swiss rolls, entre autres, seraient dorénavant fabriqués en Beauce, selon les plans de l'entreprise. C'est un choc douloureux pour ces hommes et ces femmes qui, pour plusieurs, comptent des dizaines d'années de service à l'emploi de Stuart.

«Nous voulons obtenir le maximum d'information sur la situation économique de l'entreprise, a déclaré le président du syndicat Jean-Guy Trudeau. Notre objectif, c'est de protéger le mieux possible tous les droits de nos membres.»

Le syndicat rencontrait la direction de Culinar le 31 janvier pour prendre connaissance de toutes les dimensions du problème.

Abitibi

CLSC amputé

Alors qu'il poursuivait la tournée de vente de son projet de réforme de la santé, le 23 janvier à Rouyn, le ministre Marc-Yvan Côté s'est fait interpellé par les responsables du Conseil central du Nord-Ouest québécois qui lui ont demandé pourquoi il n'avait pas prévu une présence des syndicats dans les organes de gestion des institutions de santé, alors que partout dans le privé, on voit progresser les formules de gestion participative. Après avoir consulté un de ses adjoints, le ministre a répondu que les négociations sur les salaires devant se dérouler au niveau national, et celles sur le normatif au niveau régional, les syndicats se retrouveraient en conflit d'intérêt s'ils avaient une fonction de gestion participative. Pourquoi, d'autre part, n'y a-t-il pas d'infirmières auxiliaires et d'employés de support aux conseils d'infirmières prévus aux articles 157-159 du projet de réforme? «Quant à moi, il n'y aurait aucun conseil d'infirmières», a répondu

le ministre.

Par ailleurs, les représentants d'une large coalition de groupes populaires étaient venus rencontrer le ministre pour dénoncer le refus du gouvernement de combler le déficit de quelque \$200 000 du CLSC Partage des Eaux, à Rouyn. Les gens des groupes populaires lui ont demandé comment il pouvait à la fois claironner, dans son projet de réforme, que les CLSC doivent devenir les institutions de première ligne sur le front de la santé, et en même temps obliger celui de Rouyn à couper des postes pour boucler son budget.

Cette mesure paraît d'autant plus odieuse que l'Abitibi est la région du Québec qui fait face aux problèmes de santé les plus criants avec, notamment, les taux de suicide les plus élevés, aussi bien chez les jeunes que chez les adultes. Pour toute réponse, le ministre a réaffirmé que le gouvernement ne comblerait pas ce déficit. □

Saguenay-Lac Saint-Jean

225 nouveaux officiers syndicaux

Une généreuse fournie d'officiers syndicaux est sortie des centres de formation de la CSN au Saguenay-Lac Saint-Jean après le fractionnement des syndicats d'employés de commerce. Regroupés auparavant en six syndicats sur une base municipale, les employés se retrouvent maintenant en syndicat par unité de travail, une mesure qui vise à donner plus d'autonomie aux unités locales. Du jour au lendemain, on s'est donc retrouvé avec environ 75 nouveaux présidents de syndicat, 75 secrétaires et autant de trésoriers. Au total: 225 nouveaux officiers et, aussi, 75 structures syndicales.

En dehors de l'aspect laborieux de l'exercice, le milieu syndical CSN du Saguenay-Lac vit présentement une véritable cure de rajeunissement: «Le milieu fourmille de nouveaux visages, et de nouvelles idées», observe Serge Lemelin, président du Conseil central à Chicoutimi. Notons que le secteur du commerce compte 3,000 membres dans la région. □

Sainte-Thérèse

Les «casseurs» de la Reynolds

Les outrages au tribunal s'accumulent — on dépasse la cinquantaine — mais les négociations ne bougent pas d'un poil après 7 mois de lock out, à la Reynolds de Ste-Thérèse. On se souvient que les 140 employés de la Reynolds se sont joints à la CSN au début de 1990, après 26 ans d'affiliation aux Métallos, ce qui a amené la compagnie à durcir le ton: «Ils veulent à tout prix casser le "pattern" CSN, explique Serge Turcotte, président du Conseil central des Laurentides. Le modèle CSN est très en avance sur celui des Métallos, avec près de 4\$ l'heure de différence, et surtout un normatif plus élevé en santé-sécurité, au chapitre des libérations syndicales et à celui des horaires de travail. La compagnie affiche ses horaires la veille.»

Les employés-es de la Reynolds de Ste-Thérèse en sont à leur troisième conflit en 15 ans, et chaque fois, l'arrêt de travail a duré un an en moyenne; ce qui fait dire à Serge Turcotte: «Le moral des syndiqués-es est bon. Les gens avaient dans l'idée que ça durerait un an...»

Victoriaville

Une entente qui se défend bien

Les employés de trois garages de la région de Victoriaville ont signé une entente qui se défend plutôt bien, par les temps qui courent. Les quelques 75 membres du Syndicat national des

employés de l'automobile de la région de Victoriaville (Métallurgie CSN) ont obtenu des augmentations de 5% par année pour les deux premières années de la convention, et 5.5% la troisième

Trois-Rivières

ILA virée

Le Syndicat des éleveurs à grains de Trois-Rivières, affilié à la Fédération des employés-es des services publics (section divers privé), a reçu son accréditation à la mi-janvier. Insatisfaits de l'absence de services de l'International Longshoremen Association (ILA), les 29 membres du syndicat sont passés, en bloc — exécutif inclus —, à la CSN. C'est un avocat privé qui aurait recommandé à ces travailleurs de Trois-Rivières de se donner un syndicat sérieux, sinon il ne resterait rien dans leur convention collective. La CSN est maintenant majoritaire dans les éleveurs à grains du Québec, représentant les employés de Montréal, Sorel, Trois-Rivières et Baie Comeau; il ne lui manque plus que ceux de Québec et Port-Cartier.

Le moulin Cogeco

Autre percée de la CSN à Trois-Rivières: les vendeurs de publicité de CKTM-TV et CFKM-TV, toutes deux propriété de l'empire Cogeco, viennent de se former en syndicat, affilié à la Fédération nationale des communications. «C'est l'attitude intransigeante et impersonnelle de Cogeco qui a amené les vendeurs de pub à se syndiquer», commente Luc Bellemarre, conseiller syndical CSN. Ces vendeurs à commission sont habituellement traités aux petits oignons, puisqu'ils apportent l'eau au moulin qui fait tourner les entreprises de presse. □

Éloge d'une certaine Afrique

Un adage ghanéen dit que «l'étranger ne voit que ce qu'il sait». De l'ancienne Côte d'Or devenue le Ghana s'est levée dans les années cinquante une étoile dont le nom était Kwame Nkrumah -qu'on eut tort d'appeler le Rédempteur, mais ceci est une autre affaire. Résumant les affres de la pré-indépendance, Nkrumah eut ce mot qui devrait donner courage à quiconque veut maintenir le flambeau de la liberté et lutter pour que le droit à l'auto-détermination ne soit pas qu'un slogan : «ce fut une longue marche, car il n'y avait pas de route».

On dit souvent de l'Afrique que c'est un continent oublié. Attendez que je me souvienne! Sékou Touré fit vibrer tous les colonisés quand il osa tenir tête à de Gaulle. Celui dont on ne soupçonnait pas encore qu'il deviendrait un leader tortionnaire pour sa chère Guinée, se disait sûr de son succès, en 1958, pour les raisons suivantes : dans ce pays uni, les gens veulent travailler et les possibilités économiques (bauxite, etc) et culturelles sont là. Ce jeune pays, une fois affranchi de la tutelle de la France, pouvait se mettre en marche car il avait les cadres administratifs et les techniciens qu'il fallait, disait Sékou Touré à l'envoyé du président libérien Tubman. L'amitié et la confiance que témoignaient les autres Africains à la Guinée ajoutaient des atouts à ce coin du continent qui, hélas, en vint à être connu comme un Goulag tropical.

J'essaie de me faire une courte liste de figures stimulantes au temps des indépendances africaines : Senghor, Kenyatta, que les Britanniques, comme il se doit, dépeignaient comme un terroriste, Houphouët-

Boigny, dont on a maintenant jaugé la mégalomanie avec sa super-basilique de Yamoussoukro, Lumumba. Il y eut des curés (Youlou), des ex-séminaristes (Kasa-Vubu) sur cette scène africaine qui connut et connait des drames qui frôlent l'ethnocide : au Biafra, au Katanga et maintenant au Sud-Soudan. Je ne veux pas m'enfermer dans une imagerie qui nous reporterait aux Idi Amin Dada ou aux Jean Bedel Bokassa. Il faut se rappeler la relativité des choses, comme le faisait si bien Lazlo Nagy à propos du

pays, auquel on adjoignit Zanzibar, est devenu la Tanzanie. On y sent jusqu'à aujourd'hui des courants tendant à détacher l'île de Zanzibar de cette entité géographique, qui nous devient plus familière dès qu'on évoque les neiges du Kilimandjaro. Un pays qui hélas n'échappe pas à la liste de ceux qui ont leur lot de prisonniers d'opinion!

Nyerere a été un artisan de la TANU (Tanganyika African National Union). Il est toujours président du parti unique, le CCM (ou Parti de la Révolution). Dans

projet de modernisation des chemins de fer, mais les Chinois le laissèrent en plan et ce furent des Canadiens qui prirent le relais... L'ex-chef d'État peut aujourd'hui constater que la Tanzanie est, comme tant d'autres pays africains, «sous perfusion»... c'est le nouveau vocabulaire des technocrates du Fonds monétaire international.

Ceux qui ont suivi la série télévisée de Patrick Watson, DÉMOCRATIE, ont sans doute noté une séquence où des Africains se forment en Parlement qui donne le droit de parole à tout le monde. Un gouvernement par consensus, quoi!

Nyerere, lui, est toujours pour l'unipartisme, pour une forme de gouvernement par la discussion et la négociation parce que, a-t-il répété, lorsque l'on construit un pays, une opposition «agressive» ne serait pas de mise. En cela, il entend se démarquer d'une démocratie du type Westminster et a peu d'attrait pour les Occidentaux qui l'observent et qui s'inquiètent parfois des remous à Zanzibar. Dans cette île, deux partis «dissidents» continuent de réclamer l'abolition de la censure et des détentions sans procès, de même qu'un référendum sur l'union de Zanzibar à la Tanzanie.

Le vieux sage Nyerere a régné sans faste, comme un «Executive President». Il voulait atténuer la crainte des non-Africains en proclamant qu'il ne souhaitait aucunement gouverner par la force. Je ne laisse pas entendre que son UJAMAA soit une recette exportable; appliquée en toute civilité, elle peut aider la recherche d'une démocratie où la base ne se sent pas flouée par les tribuns, mais fortement ancrée dans les communautés locales.

Clément Trudel



Katanga : en juin 1900, l'État indépendant du Congo et la compagnie du Katanga (cuivre) confient leurs biens communs au Comité spécial du Katanga chargé de les gérer et de les exploiter jusqu'au 18 juin 1999! C'est Mobutu qui doit rigoler aujourd'hui de ces tractations.

Ma mémoire revient avec une empathie certaine vers Julius Nyerere. Ce dernier fut premier ministre du Tanganyika avant son indépendance. Il en devint le président à la proclamation de la République en 1962 et le demeura jusqu'en 1985. Ce

une entrevue au *New York Times*, l'automne dernier, Julius Nyerere avouait ne rien regretter de cette UJAMAA (fraternité, en kiswahili) que l'on assimile à un «socialisme à l'africaine». Socialisme qu'il propose comme le plus apte à fonctionner en Afrique et dont on peut retracer les grandes lignes dans un recueil de discours (1952-1965) traitant d'indépendance et d'union.

Il existe chez cet Africain un fil conducteur digne d'éloge. On peut douter de son succès face à une gestion difficile; il avait lancé un

Pour une politique du futur

Avant qu'une guerre ne se déclare, la question de donner encore des chances à la paix n'est pas seulement morale, ni seulement militaire, elle est politique aussi. Mais qu'est-ce que j'entends par là?

Je ne veux parler ici ni de visées économiques, ni de l'environnement, ni en général des conséquences d'un conflit, ni de justice, ni même d'humanité. Une autre question se pose ici et elle est strictement politique: dans les grands jeux politiques, où est l'intérêt de donner des chances additionnelles à la paix? Pourquoi la faire? Où est la sagesse?

Pour raisonner là-dessus, les gens n'invoquent le plus souvent que la duperie de Munich. Hitler, à Munich, un an avant la guerre, floua l'Angleterre et la France en feignant de garantir la paix et en se faisant, en contre-partie, concéder le

territoire des Sudètes... Or, Hitler avait déjà une formidable puissance et cet épisode ne fit que renforcer sa détermination. Alors aujourd'hui, on se méfie des situations ayant quelque ressemblance avec ce temps-là.

La sagesse, en 1938, il faut bien l'avouer, n'était pas, pour les Alliés, du côté des pacifistes. En outre, la France, en 1936, avait laissé Hitler occuper la Rhénanie. Si elle était alors intervenue militairement, la stratégie nazie aurait été brisée et beaucoup s'accordent à dire que la Seconde Guerre mondiale n'aurait peut-être pas eu lieu.

Cependant, il y a une autre logique possible dans d'autres circonstances. C'est la suivante.

Le point de vue de la paix

Suivant cette logique, il

faut longtemps laisser le temps couler, les choses évoluer, l'état de paix continuer. Ce n'est pas seulement donner une chance à l'ennemi, mais à soi-même aussi. Voici quelques exemples.

Le communisme a posé un énorme problème à l'Occident capitaliste pendant près d'un demi-siècle. Une intervention occidentale, par exemple vers 1950, aurait peut-être précipité une troisième guerre mondiale et une fois de plus, des conséquences effroyables, imprévisibles, incalculables. Heureusement, la terreur de l'atome prévint alors tout conflit mondial. Or, quarante ans plus tard, le gros problème communiste s'évanouit de lui-même...

Quant à Hitler, qui voulait l'Europe et la guerre, il a ruiné l'Europe. L'Allemagne et la France aujourd'hui collaborent. On aurait pu y penser avant. On aurait pu laisser les problèmes là où ils étaient. L'Allemagne aurait pu avoir davantage confiance à l'avenir et à l'évolution des situations, ce qu'elle a fait précisément depuis la guerre...

Puis, il y eut la Chine. La Révolution chinoise a bien effrayé l'Occident. Mais voici que quarante ans plus tard, la Chine n'est toujours pas grand-chose et son régime est plus ou moins en sursis, semble-t-il.

Parier pour la paix. Je parle ici uniquement d'intérêt. On peut regarder plus loin que le bout de son nez. C'est ce que l'Europe, et en particulier la France,

ont tenté précisément de faire le 15 janvier. Mais elles n'ont été entendues ni par Hussein, ni par Bush. Est-ce la détermination de Washington qui a provoqué celle de Bagdad? Ou bien est-ce l'inverse? Devons-nous la guerre à ce cercle vicieux? Ces questions se posent aussi.

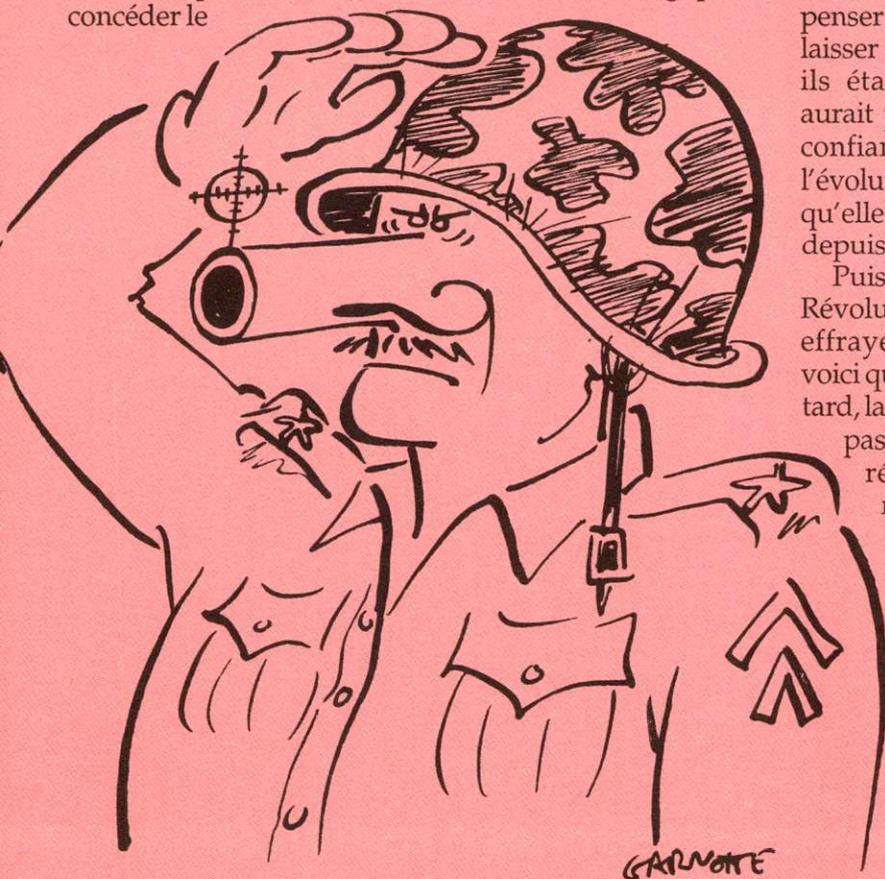
Pour une politique supérieure

Naturellement, les problématiques mondiales ont une envergure telle qu'un simple citoyen ordinaire ne peut guère avoir que des aperçus à leur sujet. Voici quelques questions. Elles valent ce qu'elles valent.

La guerre actuelle exprime-t-elle la volonté des pays industrialisés, surtout les États-Unis et l'Angleterre, de ne rien céder aux pays qui ne le sont pas? Assistons-nous à la première guerre totale entre le Nord et le Sud? L'Occident peut-il, sans risquer des dislocations économiques, accepter l'émergence d'une puissance pétrolière concentrée, au Proche-Orient? Ne pourrait-on plutôt, même en ce cas, parier au contraire sur le commerce et non sur la guerre? Et ainsi de suite, en tout ce qui touche le progrès du Tiers monde.

On voudrait bien qu'apparaisse, sur de vastes questions comme celles-là, si pleines de difficultés et de contradictions, une doctrine politique supérieure grâce à laquelle on pourrait peut-être essayer de faire l'économie d'une fin de monde...

Pierre Vadeboncoeur



La guerre, quelle guerre?

Voilà venu le temps de la propagande.

Le temps où ceux qui ne lisent pas les journaux, qui n'écoutent pas la radio et qui ne regardent pas la télévision en savent tout autant que ceux qui lisent tout, écoutent tout et voient tout.

Car enfin, que sait-on vraiment de ce qui se passe présentement dans cette guerre des étoiles aseptique et tout aussi irréaliste qu'absurde?

Au moment où j'écris ces lignes —le 19 janvier— cette guerre, apparemment sans victimes, sans orphelins, sans tripes, tient tout autant du catalogue d'armes —on ne cesse d'en faire le décompte et d'en décrire les caractéristiques— que du tournoi d'échecs.

Je ne sais comment vous réagissez, mais moi, plus je regarde la télévision, moins j'y crois. J'ai l'impression que tout cela se passe très loin d'ici, à des années lumières, comme dans *L'Empire contre-attaque*.

Mais il s'agit — c'est ce qu'on répète — des forces de la Coalition. Celles du Bien contre le Mal. Et cette Coalition obéirait à un ordre des Nations unies.

Pourtant à la télé on ne nous montre que le président des États-Unis. Ceux d'Amérique.

On nous parle également du Nouvel Ordre mondial.

Et on ne voit une fois de plus que des généraux américains. Comme au Viêt-Nam. Comme à Panama. Comme à la Grenade. Comme à Saint-Domingue. Comme un peu partout depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Finalement, depuis le début de cette guerre, tout ce que j'ai appris, c'est ce qu'on n'a pas voulu me dire: nous sommes tous devenus Américains.

Une seule exception: une

brillante analyse de Jooned Khan dans *La Presse Plus* du 19 janvier.

Et ce qui m'a frappé le plus, c'est qu'à quelques heures de son déclenchement, ils n'étaient plus que deux à prier pour la paix: le Pape et Gorbatchev. Encore que le dernier laissait son armée se dévouer dans les républiques baltes et qu'il a sans doute été bien heureux qu'enfin on ne parle que du Moyen-Orient.

En effet, il n'existe plus d'autres événements que cette croisade du pétrole. Tous les mécréants du monde, y compris les gouvernements, ont beau jeu présentement pour faire leurs sales coups.

Jean-V. Dufresne écrivait au tout début du conflit que cette guerre naissante l'ennuyait déjà.

C'est bien ce que recherchaient tous les stratèges militaires de la communication. Ils ne voulaient surtout pas d'un deuxième Viêt-Nam avec ses horreurs qui ont fini

par faire vomir le peuple américain.

Ils ne voulaient pas de journalistes, des vrais, c'est-à-dire des témoins.

Ils ne voulaient que des porte-parole. Du genre, par exemple, Norman Lester de Radio-Canada.

Des individus rassurants qui allaient nous expliquer qu'il ne s'agissait que d'une opération somme toute mineure. Nous ne serions pas endormis, à peine gelés. Le temps de prélever une petite tumeur irakienne.

Une fois de plus, notre presse nous envoie le même message clair: laissez faire les experts, ceux qui ont la solution.

Cette fois, tout comme durant notre crise amérindienne, c'est l'armée.

Mais une vraie armée, celle des États-Unis. Qui nous démontre qu'elle peut faire une guerre propre où les missiles détruisent les missiles et où les bombes n'atteignent que les objectifs, à quelques centimètres près.

Nous sommes loin du Viêt-Nam. Le bombardement de Bagdad dans la nuit, on aurait dit un arbre de Noël. C'était, en un mot, féérique.

Et pourquoi pas? N'étions-nous pas au pays des *Mille et une nuits*?

Heureusement qu'il y a Foglia dans *La Presse*. Pour nous raconter qu'en dehors de l'Irak il y a tout plein d'Arabes qui n'applaudissent pas, qui se sentent humiliés, qui n'oublieront pas.

Foglia n'est pas où il devrait être. Là où ils sont tous. Aux «briefings» des spécialistes de la désinformation: généraux, colonels et autres.

Il traîne dans les bars et dans les souks.

C'est le seul véritable «correspondant de guerre» de notre presse québécoise.

Oubliez tout le reste, lisez Foglia.

Jacques Guay

LES NOUVELLES "BAILLONNETTES"...



...ET LES NOUVEAUX MASQUES...



De l'art de l'adaptation du roman

Depuis dix ans, le cinéma a changé; évoluant particulièrement au niveau de la forme. Surtout au Québec, où chaque image, tous les sons sont techniquement réussis. Le problème du cinéma actuel, c'est qu'au niveau du fond, peu de scénarios nous enlèvent, nous rejoignent. Il devient donc tentant pour un cinéaste d'adapter un roman qui est célèbre et qui a déjà fait ses preuves, ayant un public conquis.

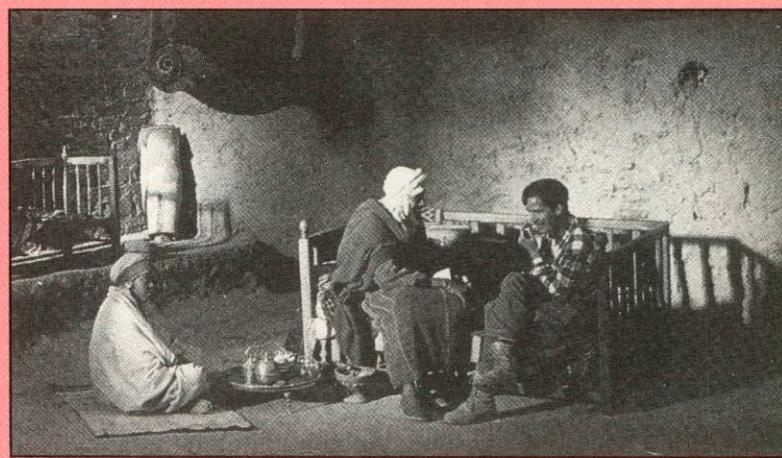
Étrangement, peu de réalisateurs ont réussi avec succès ce défi qui semblait pourtant gagné d'avance. Plusieurs en sont sortis amochés.

Récemment, trois films tirés de romans célèbres sont arrivés sur nos écrans : «La maison Russie», d'après John LeCarré, «Le bûcher des vanités», selon Tom Wolfe et «Un thé au Sahara», basé sur le roman de Paul Bowles. «La maison Russie», en étant trop hermétique et voulant conserver tous les éléments de réponses à l'intrigue pour la fin du film, devient particulièrement frustrant pour un spectateur qui n'a pas lu le roman. «Le bûcher des vanités», transforme un roman présentant une vision «sociologique» d'une génération yuppie en léger, très léger divertissement. Un des

pires films de Brian de Palma... que j'aime pourtant beaucoup.

Seul «Un thé au Sahara» de Bernardo Bertolucci mérite qu'on s'y attarde. J'ai vu le film avant de lire le roman. Un couple new-yorkais «à l'aise», Port (John Malkovich) et Kit (Debra Winger), désabusé de la vie facile et futile de l'après-Seconde guerre, décide d'aller «voyager» au Maroc. Bertolucci nuance dès le début qu'un touriste va temporairement à l'étranger dans un lieu circonscrit, pour une durée déterminée, chercher des souvenirs et revenir rapidement dans son quotidien. Tandis qu'un «voyageur» s'ouvre à l'aventure, va vers l'avant sans lieu ni période fixée d'avance... Le ton est donné au film. Nous avons droit à un très beau «road movie», ce genre cinématographique qui se fait beaucoup d'adeptes auprès des voyageurs dans l'âme.

Rien ne sert de raconter l'histoire. Il s'agit d'un film d'atmosphère, à chaque plan, à chaque image. Peu à peu, le désert s'impose, devenant un des principaux personnages du film; comme dans la majorité des films qui s'y déroulent («Lawrence d'Arabie», «Profession Reporter»). Avec la présence du désert sur l'écran, le temps perd sa dimension. Le film devient



lent. Non pas d'une lenteur qui impatient mais d'une lenteur qui impose le respect, qui relate, qui envoûte. Le film est long. Pourtant, on voudrait qu'il ne finisse jamais. On voudrait rester sous le charme. Rarement le cinéma est autant accaparant. Dommage...

Certains ont dit que le film n'est pas fidèle au roman. Qu'importe. Il est génial. Le fait que Paul Bowles lui-même, quarante ans après la publication de son roman, débute et finisse le film avec cette présence imposant le respect suffit à nous convaincre qu'il entérine totalement l'adaptation que Bertolucci fait de son roman.

Je suis gagné d'avance à chaque présence de John Malkovich au cinéma («Killing fields», «Empire of the sun», «Les liaisons dan-

gereuses»). Cependant, c'est la première fois que je peux supporter Debra Winger («Terms of endearment», «La veuve noire»). Ses yeux verts isolés entre deux voiles noirs deviendront un des plus beaux plans au cinéma.

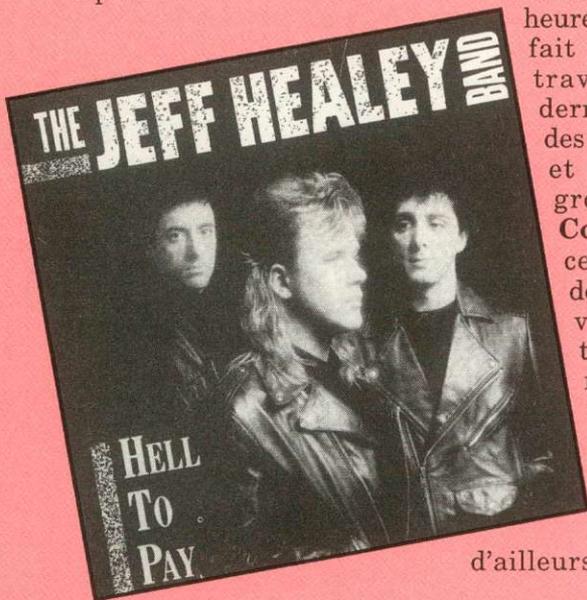
Avec «Le dernier tango à Paris», Bertolucci réalisait un des films cultes des années 70, utilisant comme seul décor un appartement vide. Après les palais chinois pour «Le dernier empereur», il prend ici le Sahara comme décor pour adapter un roman de Bowles. Parions qu'«Un thé au Sahara» sera un des films les plus importants de cette décennie.

Que tout voyageur qui se respecte se précipite dans la salle de cinéma la plus près de chez lui voir «Un thé au Sahara».

Michel Tremblay

MUSIQUE

En ces temps troublés, il est bon voir de jeunes groupes reprendre des thèmes moins belliqueux qui faisaient autrefois vibrer la génération Hippie des années soixante. Ce n'est probablement pas pour promouvoir l'amour et la paix que le **Jeff Healey Band** a repris *While my Guitar Gently Weeps* des **Beatles** sur leur deuxième album, mais disons que cette interprétation tombe à point.



Hell to Pay

Sur *Hell to Pay*, **Jeff Healey** a voulu se donner un son un peu plus lourd et moins blues que sur son premier disque (*See the Light*), en évitant toutefois de verser dans le «metal». Le choix du réalisateur **Ed Stasium** était donc heureux, lui qui a fait un excellent travail sur les derniers disques des **Smithereens** et du très bon groupe **Living Colour**. Des pièces plus rock, donc, bien servies par la guitare «musclée» mais combien imaginative du Canadien. Le jeu créatif de **Jeff Healey** fait d'ailleurs figure d'ex-

ception devant les arrangements trop prévisibles de la plupart des guitaristes.

Le style d'Hendrix

Avec le départ prématuré de **Stevie Ray Vaughan**, décédé récemment lors d'un accident d'hélicoptère après un spectacle en compagnie de **Robert Cray** et **Eric Clapton**, il ne reste maintenant que quelques rares très bons guitaristes, dont **Vernon Reid** de **Living Colour** et **Jeff Healey**, pour nous rappeler le légendaire **Jimi Hendrix**.

Avec **Joe Rockman** à la basse et **Tom Stephen** à la batterie, avec qui il complète le groupe, **Jeff Healey** a convaincu deux **Traveling Wilburys** à se joindre à eux sur *While my Guitar Gently Weeps*: **Jeff Lynne** et **George Harrison**. Sans nous faire oublier les **Beatles**, **Jeff Healey** a

réussi son pari en nous offrant une des plus belles interprétations d'une pièce des **Fab Four**. Il faut dire que la commande était difficile, puisque c'est **Eric Clapton** lui-même qui joua le solo sur la version originale.

Mark Knopfler, de **Dire Straït**, accompagne également le groupe sur une de ses compositions *I Think I Love You too Much*. **Knopfler** et **Healey** se renvoient merveilleusement bien les notes sur ce qui m'apparaît être la meilleure pièce du disque.

Après seulement deux albums, auxquels se rajoutent une participation remarquée dans le film *Bar routier* (V.F. de *Roadhouse Blues*), le **Jeff Healey Band** laisse présager encore d'heureuses surprises.

Louis-Serge Houle

Intemporel



Au commencement, il y eut **Mississippi John Hurt**. Et puis sont venus les **Woody Guthrie**, **Bob Dylan**, **Ry Cooder**, **Taj Mahal** et **J.J. Cale**. Né à Teoc, au Mississippi, en 1892, **John Hurt**, un cueilleur de coton et de blé, a principalement chanté et joué de la guitare acoustique dans différents bals, clubs et soirées de sa région. Heureusement, un collectionneur de blues, **Tom**

Hoskins, a découvert **Mississippi John Hurt** en 1963, alors que celui-ci était âgé de 71 ans. Dans le cadre de la série *Today*, la compagnie Vanguard (VSD 79220) a notamment enregistré, vers 1967, 12 des plus belles pièces de **John Hurt**. L'univers du chanteur et guitariste délicat, habile et suave est peuplé de héros dont la mémoire est chantée depuis. Notamment celles de **Casey Jones** sur

Talking Casey et de **John Henry** sur *Spike Driver's Blues*. Un album notamment intemporel pour ses versions superbes de *Pay Day*, *Corrinna*, *Corrinna* et *Beulah Land*.

Michel Crête



Les Croisades

C'est le lendemain qu'on a finalement compris ce qu'avait voulu dire le cardinal Léger, dimanche dernier, quand, parlant à l'Oratoire Saint-Joseph de la guerre dans le Golfe Persique, il avait déclaré sur un ton dramatique: «C'est la guerre de la bêtise. Dieu est complètement absent de cette guerre.»

La réponse, c'est dans les pages des sports de *La Presse* qu'elle se trouvait.

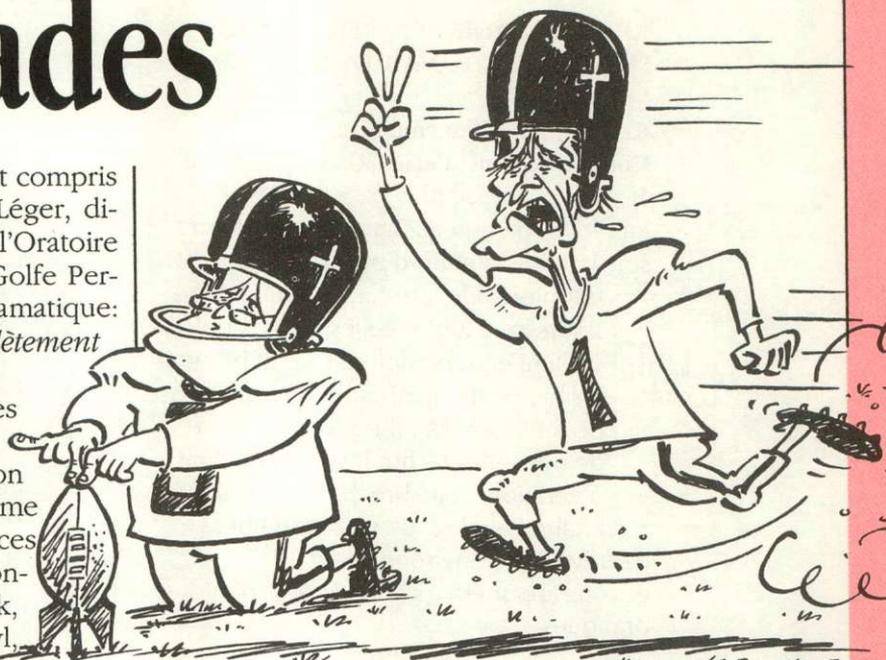
«Dieu était de notre côté», pouvait-on y lire. Non, ce n'était ni George Bush, ni même Saddam Hussein —dont la présence dans ces pages aurait quand même paru un peu incongrue. C'était le coach des Giants de New York, qui venaient de remporter le Super Bowl, suprême consécration au football professionnel américain.

C'est à Tampa que cela se passait, devant 75,000 personnes rassemblées comme dans une immense cathédrale, chantant d'une seule voix ce *God Bless America* aux accents guerriers, avec, tenant lieu de grandes orgues, quatre chasseurs F-15 qui sont venus rappeler avec fracas, en volant en rase-mottes au-dessus du stade, que cette partie se jouait sous la protection des dieux de la guerre. À mi-chemin de cette grand'messe, le grand prêtre de Washington est apparu avec sa dame pour dire à son peuple que Dieu les bénissait tous. «Que Dieu bénisse aussi les vaillants défenseurs de la liberté partout dans le monde», ajoutait-il. Rien de moins. On se demande pourtant ce qu'ont à voir avec la liberté et la démocratie le Koweït et l'Arabie, où un régime rigoureusement féodal et fier de l'être fait produire la richesse par des masses musulmanes importées du Pakistan, du Bangladesh, de l'Afghanistan, de l'Inde, d'Égypte, richesse que des princes dévoyés s'empressent d'investir en Occident, tant dans l'immobilier que sur les tapis des casinos de Monaco...

Dieu, donc, était avec les Giants. Sous certains aspects, cela peut rassurer. On se disait justement que ce n'était pas possible que tant d'idioties se disent et se fassent en son nom. Sans doute en proie au plus profond découragement, Dieu avait préféré le football au Golfe Persique...

Il y a longtemps que Dieu n'a pas été réclamé avec autant d'insistance. Il faut remonter loin dans l'histoire, en effet, pour retrouver pareils discours guerriers drapés dans les plis de la religion. De fait, on n'a rien vu de tel depuis les Croisades.

Il y a 900 ans, les Croisés partaient pour libérer Jérusalem, assurés, grâce à une indulgence plénière garantie par le pape, d'avoir le ciel pour récompense. C'était la première Guerre sainte. Les



— LA GUERRE DES CONVERTIS —

Arabes, qui n'ont rien inventé à cet égard, appellent aujourd'hui la chose *djihad* et Saddam promet le paradis à ceux qui mourront en combattant les Infidèles. Agnostique pourtant et réputé pourfendeur de musulmans trouvés trop militants, Saddam apparaît aujourd'hui déroulant son tapis de prière, la tête tournée vers La Mecque dont il bombarde les villes voisines. *Allah akbar*, a-t-il fait imprimer récemment sur les drapeaux irakiens: *Dieu est grand*.

Dieu le veut, criaient les chrétiens en marchant d'un pas allègre pour se mettre sous les dents quelques mahométans. C'est aussi ce que soutient George Bush, dont on dit qu'il prie tous les soirs à haute voix avec sa dame, pour que Dieu l'aide dans sa guerre. Sans compter qu'en relisant le Nouveau Testament, il a découvert que sa guerre était morale. «*Le Bien va prévaloir*», a-t-il affirmé le 28 janvier devant un congrès de preachers américains. Oui, ceux-là même qui polluent les ondes tous les dimanches, en mettant en scène une religiosité qui cache des empires financés à même l'inépuisable crédulité humaine.

«*La foi cessa très vite d'en être l'inspiratrice; d'autres motifs prirent le relais (préoccupations territoriales, etc.)*», disent les livres d'histoire au sujet des Croisades. Tiens, tiens!

On trouve, à raison sans doute, que Saddam y va un peu fort. Il peut être bon par contre de se souvenir qu'au moment où les Arabes reprenaient Jérusalem aux Croisés, ces derniers furent protégés par Saladin. «*On est loin des massacres perpétrés par les chrétiens lors de leur conquête de la ville*», constate sobrement la *Chronique de la France et des Français*.

Dieu le veut? Allah Akbar? Lui a-t-on demandé son avis?

Michel Rioux

En vente au Service de la documentation

AJUSTEZ VOTRE APPAREIL : SANTE, SECURITE ET TRAVAIL DE BUREAU : MINIGUIDE

Coût: 1,50\$ l'exemplaire.

Commande postale: 2,50\$ l'exemplaire.

Il y a au Québec plus de 500,000 employés de bureau, femmes et hommes, soit 17% de la main-d'oeuvre totale.



Ce miniguide, produit par la CSN, s'adresse à toutes celles et ceux qui veulent entreprendre une action-santé. Problème d'organisation du travail, de santé suite à l'introduction de nouvelles technologies, problème d'aération, cette brochure vous aidera à faire l'analyse de vos conditions

de travail et d'environnement et vous apportera à coup sûr des solutions pratiques.

LES RADIATIONS IONISANTES EN MILIEU DE TRAVAIL

Coût: 5,00\$ l'exemplaire.

Commande postale: 6,00\$ l'exemplaire.

Les radiations ionisantes constituent un danger invisible, difficile à évaluer.

On les utilise: - pour mesurer la hauteur, l'épaisseur, la densité,

- pour stériliser des aliments,
- pour effectuer des radiographies,
- pour éliminer l'électricité statique,
- pour vérifier la soudure de pièces métalliques,
- pour le diagnostic et le traitement de certaines maladies,
- comme source d'énergie dans les réacteurs nucléaires et dans les générateurs isotopiques,
- pour la détection des incendies,
- et dans d'autres procédés industriels.



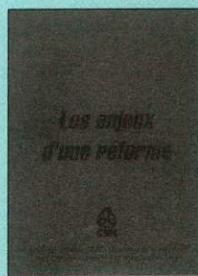
Ce document vise à jeter un peu de lumière sur la question en permettant aux personnes concernées par ce problème d'en découvrir les enjeux pour la santé, mais aussi de connaître leurs droits et leurs recours.

LES ENJEUX D'UNE REFORME - ACTES DU COLLOQUE CLSC, LES ENJEUX D'UNE REFORME, TENU A LONGUEUIL

LES 6, 7 ET 8 SEPTEMBRE 1990

Coût: 5,00\$ l'exemplaire.

Commande postale: 6,00\$ l'exemplaire.



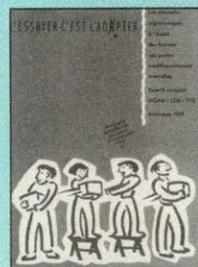
A l'heure où une importante réforme dans le réseau de la santé et des services sociaux voit le jour, quelles en seront les conséquences sur l'organisation du travail, sur les usagers et les usagers et sur la mission sociale des CLSC. Voilà quelques éléments de réflexion présentés lors de ce colloque organisé par la CSN.

L'ESSAYER C'EST L'ADOPTER - LES OBSTACLES ERGONOMIQUES A L'ACCES DES FEMMES AUX POSTES TRADITIONNELLEMENT MASCULINS

Prix: 3,00\$ l'exemplaire.

Commande postale: 4,50\$ l'exemplaire.

Les préjugés voulant que les femmes ne soient pas capables d'accomplir certaines tâches sont encore présents.



Toutefois, les obstacles tant ergonomiques que culturels ne sont pas insurmontables. C'est dans un contexte où le monde du travail est en pleine mutation et pour répondre aux besoins grandissants des travailleuses et travailleurs que le Comité conjoint UQAM-CSN-FTQ nous présente cette nouvelle brochure. L'objectif étant toujours: adapter la machine aux individus et non l'inverse.

NOM _____	NOM DU SYNDICAT _____
ADRESSE _____	
VILLE _____	PROVINCE _____
CODE POSTAL _____	TEL.: () _____
JE DESIRE () exemplaire(s) de: _____	
CI-JOINT UN CHEQUE AU MONTANT DE \$ _____	SIGNATURE _____

Faire parvenir au Service de la documentation CSN,
1601, AVE. de Lorimier, MONTREAL (Québec), H2K 4M5. Tél.: (514) 598-2151. Fax.: (514) 598-2089